

# Les laissés-pour-compte du G20 ?

Comment l'inégalité et la dégradation de l'environnement menacent d'exclure les pauvres des avantages de la croissance économique

[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)



Dans le monde entier, des familles pauvres vivent aux côtés de leur bétail dans des environnements extrêmement insalubres, à quelques mètres à peine des signes étincelants de la richesse et du progrès. ©Jason P. Howe/Oxfam GB

Les pays du G20 se sont engagés à soutenir une croissance équitable et durable. Mais de nouvelles données montrent qu'ils ne pourront tenir cette promesse que si d'importants changements se produisent. L'enjeu est de taille : notre analyse, présentée dans ce document, démontre en effet que, si l'on ne tente pas d'enrayer l'accroissement de l'inégalité, une forte croissance économique ne suffira probablement pas à empêcher l'augmentation de la pauvreté au sein de certains pays du G20 au cours des dix années à venir. L'inégalité de revenu est en hausse dans beaucoup de pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans le même temps, une expansion économique non durable sur le plan environnemental est à la base de changements climatiques dangereux et est en passe d'épuiser les ressources naturelles dont les populations les plus pauvres dépendent le plus pour assurer leur subsistance. Si l'on n'agit pas, l'inégalité empêchera les pauvres de bénéficier des avantages de la croissance, alors même que ce sont eux qui paient le coût de cette expansion, puisqu'ils subissent directement les conséquences de l'évolution du climat et de la dégradation de l'environnement. Le moment est venu pour les pays du G20 de joindre le geste à la parole.

## Résumé

En 2010, les pays du G20 se sont engagés à promouvoir une croissance inclusive et durable. Ils ont également reconnu que « la prospérité doit être partagée pour être maintenue » et ont aussi signifié leur appui à une « croissance verte », qui promet de dissocier expansion économique et dégradation environnementale. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir aux pays du G20 pour tenir cet engagement. Ce document évalue leurs résultats à ce jour et indique la manière d'aller de l'avant.

L'enjeu est de taille : plus de la moitié des personnes les plus pauvres du monde vivent dans des pays du G20, et le creusement de l'inégalité menace de les empêcher de profiter de la croissance économique.

L'inégalité de revenu augmente en effet dans la quasi-totalité des pays du G20, alors même qu'elle baisse dans de nombreux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Parallèlement, les pays du G20 consomment presque toutes les ressources naturelles que la planète est en mesure de renouveler chaque année. Ces schémas non durables d'utilisation des ressources sont à l'origine de changements climatiques dangereux et amenuisent les ressources naturelles dont sont tributaires les personnes pauvres pour assurer leur subsistance.

Ainsi, nombre de personnes vivant dans la pauvreté ne profiteront pas des avantages de la croissance, et devront de surcroît payer les coûts de cette expansion économique en subissant les conséquences des changements climatiques et de la dégradation environnementale. Si les pays du G20 veulent assurer un avenir prospère à tous leurs citoyens, ils doivent maintenant joindre le geste à la parole et relever les défis d'égalité et de durabilité, deux concepts liés mais distincts.

## Inclusivité ?

L'inégalité use le tissu social et limite sérieusement les possibilités qu'ont les personnes d'échapper à la pauvreté. Là où l'inégalité de revenu est élevée ou en augmentation, il y a des données claires qui indiquent que la croissance économique a une incidence bien moins marquée sur la pauvreté : une approche basée sur l'effet de « percolation » (*trickle-down effect* en anglais) n'est pas efficace.

De plus, les résultats de recherches récentes indiquent de façon irréfutable que l'inégalité nuit à la croissance économique même. L'inégalité entraîne l'instabilité, empêche l'investissement productif et mine les institutions gouvernementales. Les protestations qui s'élèvent aux quatre coins du monde montrent à quel point les citoyens s'inquiètent de la force corrosive de l'inégalité.

Et pourtant, l'inégalité s'accroît dans la plupart des pays du G20. À l'aide d'une nouvelle série de données, nous montrons que seulement quatre pays du G20 – y compris un seul pays à revenu élevé, la Corée du Sud – ont réduit l'inégalité de revenu depuis 1990. À cet égard, le G20 est à la traîne : un grand nombre d'autres pays, y compris des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ont réduit l'inégalité de revenu en leur sein durant cette période.

Notre analyse illustre à quel point cette tendance est dangereuse. En Afrique du Sud, notre modèle prédit que plus d'un million de personnes supplémentaires basculeront dans la pauvreté entre 2010 et 2020 à moins que l'on ne remédie à l'inégalité qui s'y creuse rapidement. Les avantages qui découlent d'une égalité accrue sont tout aussi spectaculaires. Au Brésil et au Mexique, si l'inégalité était réduite au niveau de celle de l'Indonésie (proche du niveau médian du G20), selon nos calculs, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté pourrait être réduit de 90 pour cent en dix ans.

Cette analyse se concentre sur l'inégalité de revenu qui, bien qu'importante, n'est qu'une des nombreuses formes d'inégalité. Dans son sens le plus large, l'inégalité prive des pans entiers de la société du droit à être traitées de manière digne et respectueuse. Dans de nombreux pays du G20, la moitié de la population au moins est concernée : la position souvent subordonnée des femmes et des filles se traduit en un accès inférieur à la santé et à l'éducation, des revenus plus bas et une espérance de vie moins importante que les hommes.

## Durabilité ?

Notre vie à tous dépend du capital naturel de la planète – les ressources naturelles que nous utilisons pour produire de la nourriture, de l'eau et de l'énergie. Mais la courbe actuelle de l'utilisation est extrêmement inquiétante. Aucun pays (que ce soit au sein du G20 ou à l'extérieur) n'a pour l'instant démontré qu'il est possible de conjuguer revenus moyens élevés et utilisation durable des ressources naturelles.

Cependant, plusieurs pays à revenu intermédiaire sont parvenus à réduire l'intensité de leur consommation en ressources malgré leur croissance économique. Entre 1991 et 2007, le produit intérieur brut (PIB) du Mexique s'est accru quatre fois plus vite que ses émissions de CO<sub>2</sub>. Celui de la Chine a augmenté deux fois et demie plus rapidement.

En revanche, les pays à revenu élevé du G20 ont dans l'ensemble obtenu des résultats très médiocres. Seuls quatre pays du G20 ont réduit leurs émissions de carbone depuis le Sommet de Rio de 1992.

Les changements climatiques dangereux et la dégradation de l'environnement qui en résultent ont des conséquences graves, particulièrement pour les populations les plus pauvres. En effet, non seulement ce sont elles qui sont les plus tributaires des ressources naturelles pour assurer leurs moyens de subsistance, mais elles vivent aussi souvent dans des zones à risques, touchées par les changements climatiques de façon disproportionnée. En période de pénurie, ces populations les plus pauvres ne disposent ni des droits ni du pouvoir d'accéder de manière sûre à ces ressources. Le récent rapport d'Oxfam, *Terres et pouvoirs*, présente en détail des cas d'accaparement de terres qui empêchent des populations pauvres d'y accéder en Ouganda, en Indonésie, au Guatemala, au Honduras et au Sud-Soudan<sup>1</sup>.

Les pays membres du G20 doivent donc impérativement prendre des mesures beaucoup plus fermes pour ramener leur exploitation des ressources naturelles dans des proportions durables. Ceux d'entre eux qui ont un revenu élevé doivent donner l'exemple et montrer qu'une croissance économique durable sur le plan environnemental est possible.

# Recommandations

## Vers une croissance inclusive

L'analyse présentée dans ce document montre que, si l'on ne remédie pas à cet accroissement de l'inégalité, une forte croissance économique ne suffira probablement pas à empêcher une *augmentation* considérable de la pauvreté au cours des dix années à venir.

Les décideurs doivent par conséquent accorder une plus grande attention à l'inégalité. Si certains signes semblent indiquer que des changements sont possibles, la plupart des pays du G20 ont pris la mauvaise direction. Les paroles doivent s'accompagner de programmes d'orientation complets dans la totalité des pays du G20.

La politique exacte à appliquer dépend de chaque contexte national, mais les politiques suivies par les pays en développement qui affichent de bons résultats suggèrent les points de départ suivants :

- transferts redistributifs ;
- investissement dans l'accès universel à la santé et à l'éducation ;
- taxation progressive ;
- suppression des barrières à l'égalité des droits et des chances pour les femmes ;
- réforme du régime de propriété foncière, garantie d'un accès équitable aux terres et aux autres ressources et investissement dans les petits producteurs alimentaires.

L'expérience du Brésil, de la Corée et de nombreux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure montre que la réduction de l'inégalité est à la portée des décideurs du G20. Les leviers politiques ne manquent pas. Ce qui fait défaut jusqu'ici, c'est plutôt la volonté politique.

## Vers une croissance durable

Il ne suffira pas de résoudre l'inégalité pour garantir un avenir prospère pour tous. L'activité économique est en passe d'épuiser les biens naturels de la Terre, y compris la capacité d'absorption du gaz carbonique par l'atmosphère, et les coûts sont encourus de manière disproportionnée par les femmes et les hommes pauvres. La préoccupation la plus immédiate concerne les changements climatiques.

Les pays développés se doivent de donner l'exemple et de procéder, de façon beaucoup plus rapide et profonde, à la dissociation absolue de la croissance de leur PIB, d'une part, et de l'utilisation des ressources naturelles, y compris leurs émissions de carbone, d'autre part. Cependant, *tous* les pays du G20 doivent suivre cet exemple et commencer à intégrer dans leurs décisions économiques l'impact de leurs schémas de production et de consommation sur les ressources, et

ce pour une très large gamme de ressources naturelles. Ces réformes devraient s'accompagner de politiques générales qui protègent les communautés, les travailleurs et les consommateurs les plus vulnérables des impacts de cette transition. La Conférence sur le développement durable de Rio +20 pourra constituer l'occasion d'entamer ce processus.

La combinaison précise des politiques générales à adopter devrait être adaptée à chaque contexte national, mais elle englobera éventuellement :

- Un investissement dans les biens publics, comme la recherche-développement dans le secteur des énergies propres ;
- Des réductions d'impôts, des subventions et d'autres mesures incitatives pour orienter les investissements privés vers les domaines où le besoin s'en fait sentir ;
- La taxation des éléments indésirables, comme les émissions de gaz à effet de serre, pour orienter les activités économiques vers des alternatives plus durables ;
- Une réglementation visant à empêcher les entreprises de polluer ou à les encourager à fournir des biens et des services qu'elles n'offriraient pas autrement.

De plus, les pays du G20 doivent faire preuve d'un leadership bien plus affirmé lors des négociations menées pendant la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ils devraient en particulier :

- veiller à ce que les pays développés s'engagent, dans un premier temps, à tenir entièrement leurs plus ambitieuses promesses de réduction des émissions à l'horizon 2020, et à ce qu'ils garantissent que le financement à long terme de cette réduction des émissions soit mobilisé pour aider les pays en développement à mettre en œuvre leurs promesses les plus ambitieuses ;
- forger un consensus sur les parts justes des réductions des émissions mondiales requises pour empêcher un réchauffement de la planète de plus de 1,5° C ;
- négocier un accord sur des sources nouvelles et fiables de fonds pour la lutte contre les changements climatiques, en particulier un prix juste pour le carbone émis par les transports internationaux, avec un mécanisme de compensation pour les pays en développement, et des taxes sur les transactions financières dans les pays développés.

Le G20 a l'occasion de s'établir comme un groupe de pays qui prêchent par l'exemple. Ils se sont engagés à poursuivre une croissance économique inclusive et durable, et ils devraient commencer par tenir eux-mêmes cette promesse.

# Introduction

Le revenu moyen par personne dans le monde a doublé au cours des quarante dernières années<sup>2</sup>. Le pourcentage de la population mondiale vivant dans la pauvreté a quant à lui considérablement chuté au cours de la même période, mais le nombre absolu de personnes pauvres reste élevé : 1,3 milliard de personnes vivent encore aujourd'hui avec moins de 1,25 dollar par jour. Plus de la moitié de ces femmes et hommes vivent dans des pays du G20<sup>3</sup>.

Dans le même temps, l'économie mondiale consomme maintenant les ressources naturelles renouvelables de la planète à un rythme d'entre 20 et 50 pour cent plus élevé que celui qui leur permettrait de se reconstituer. Les pays du G20 exploitent à eux seuls 95 pour cent de la biocapacité de la planète disponible annuellement<sup>4</sup>.

Dans ce rapport, Oxfam présente les résultats de nouvelles analyses qui mettent en évidence l'importance des défis auxquels le monde doit faire face sur le plan de l'équité et de la durabilité. Un avenir prospère pour tous est possible, mais la plupart des pays du G20 ne suivent pas actuellement le chemin qui y mène.

Il existe une grande quantité de données qui démontrent que lorsque les décideurs se concentrent exclusivement sur la croissance économique et ignorent l'inégalité, les avantages de ce développement économique sont inaccessibles pour les plus pauvres<sup>5</sup>. Entre-temps, l'utilisation des ressources naturelles liée à cette expansion économique enfonce les populations les plus pauvres encore plus profondément dans la pauvreté, du fait du stress environnemental et des changements climatiques.

S'étant positionné comme le forum mondial de référence, le G20 doit donner l'exemple. En 2010, les pays du G20 ont laissé entendre que c'est exactement ce qu'ils allaient faire. Ils ont dévoilé le *Consensus de Séoul sur le développement pour une croissance partagée*, soutenant que « la prospérité doit être partagée pour pouvoir être maintenue ». De même, ils se sont engagés, au plus grand soulagement de beaucoup, en faveur d'une « croissance verte »<sup>6</sup>, laquelle promet de dissocier l'expansion économique de la dégradation environnementale.

Le présent document indique comment aller de l'avant et met en évidence le long chemin que le G20 doit encore parcourir. En nous basant sur une étude des performances des pays du G20 au cours de ces dernières années en matière de durabilité et de réduction des inégalités, nous pointons du doigt quelques bons élèves, mais surtout quelques cancre. Nous soulignons le contraste entre les performances des pays du G20 et celles des autres pays et démontrons, au moyen d'études de cas, combien de personnes supplémentaires pourraient échapper à la pauvreté si le G20 poursuivait activement son objectif de croissance partagée. Dans un premier temps, nous présentons les données qui démontrent l'importance de l'amélioration de l'égalité et de la durabilité.

## 2

# Inégalité et société

La lutte pour une plus grande égalité est au cœur même de la politique moderne. Comme l'explique la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) :

*« Au cours des trois siècles passés, l'égalité a signifié deux choses qui, si elles sont complémentaires, sont en situation de tension permanente. La première est l'abolition des privilèges et l'établissement ferme de droits égaux pour toutes les personnes, indépendamment de leurs origines et de leur sexe, nationalité, âge, territoire ou ethnie... La seconde dimension est la répartition des ressources dans la société de manière à permettre à tous ses membres d'exercer leurs droits de manière efficace. »<sup>7</sup>*

L'inégalité reste largement répandue dans le monde, tant au niveau micro, comme dans le cas des violences faites aux femmes, qu'au niveau macro, où elle se manifeste dans le mauvais traitement des minorités (ou des majorités dans certains cas), la corruption, l'accaparement de terres et des disparités disproportionnées entre pays et en leur sein sur la capacité à réussir sa vie. Un exemple : un enfant né aujourd'hui au Japon peut s'attendre à vivre 37 ans de plus qu'un enfant né au Zimbabwe<sup>8</sup>. En Angleterre, les habitants des quartiers défavorisés mourront, en moyenne, sept ans avant ceux des quartiers les plus riches<sup>9</sup>.

Les données disponibles ont établi un lien évident entre l'inégalité et l'érosion du tissu social, y compris la montée de la criminalité, le manque de confiance et les problèmes de santé mentale<sup>10</sup>. Les analyses statistiques suggèrent que le taux d'homicide volontaire affiché par un pays est étroitement lié à son niveau d'inégalité des revenus<sup>11</sup>. En Amérique latine, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a mis en évidence le lien entre l'inégalité et des aspects indésirables du système politique, y compris : *« La faible capacité de réglementation de l'État, qui permet l'existence de monopoles ou d'oligopoles, des règles particulièrement troubles et une réponse inadéquate aux besoins des citoyens »<sup>12</sup>.*

Cette section n'a pas pour but de présenter un compte rendu complet de chacun des aspects de l'inégalité, ni de se concentrer sur les disparités flagrantes qui existent à l'échelle mondiale (par exemple, les 10 pour cent les plus riches contrôlent environ la moitié des revenus du monde<sup>13</sup>). Elle se concentre plutôt sur l'inégalité des revenus au sein des pays et présente trois arguments économiques en faveur de politiques favorisant l'égalité :

1. Les effets réducteurs de pauvreté de la croissance sont limités par l'inégalité.
2. La réduction de l'inégalité offre un double dividende : elle permet de réduire directement la pauvreté, mais aussi de rendre la croissance future plus favorable aux pauvres.
3. L'inégalité est un obstacle à la croissance.

## La capacité de la croissance à réduire la pauvreté est limitée

« Nous estimons qu'avec le même taux de croissance et sans aucune augmentation de l'inégalité dans les zones rurales, le nombre de pauvres en Chine n'aurait été que d'un quart de la valeur actuelle. »

Martin Ravallion<sup>14</sup>

La croissance économique peut jouer un rôle considérable dans le développement durable à long terme. Ceci est d'autant plus vrai pour les pays les plus pauvres. Au Niger par exemple, le revenu moyen par habitant est de un dollar par jour. 93 pour cent de la population y vit, selon les estimations des Nations Unies, dans des conditions de « pauvreté multidimensionnelle »<sup>15</sup>. La redistribution, même si elle atteignait un point d'égalité absolue, aurait pour effet de sortir de nombreuses personnes de la pauvreté la plus profonde, mais tout le monde demeurerait pauvre dans l'absolu.

Cependant, l'impact de l'augmentation des revenus agrégés ou moyens sur la pauvreté, en particulier à court et à moyen terme, varie énormément d'un pays à l'autre. Dans certains cas, la croissance s'accompagne d'une réduction considérable du nombre et du pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté. La croissance du Brésil, par exemple, a atteint en moyenne 2,5 pour cent par an de 1990 à 2009, et s'est accompagnée d'une baisse importante de l'inégalité (bien que celle-ci reste extrêmement élevée). Au cours de cette période, le pourcentage de Brésiliens vivant dans la pauvreté a été réduit de moitié<sup>16</sup>.

Dans d'autres cas en revanche, une croissance considérable a eu lieu sans que le taux de pauvreté ne diminue pour autant. Au Pérou, entre 1997 et 2007, le pourcentage de personnes en situation de pauvreté s'est accru alors même que le pays affichait d'impressionnants taux de croissance : 3,9 pour cent en moyenne par an<sup>17</sup>.

Sur la base d'un large échantillon de pays, François Bourguignon, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, a constaté que la variation des taux de croissance n'explique à elle seule que 26 pour cent de la variation entre pays des taux de réduction de la pauvreté<sup>18</sup>.

## La réduction de l'inégalité offre un double dividende pour la réduction de la pauvreté

L'inégalité est le chaînon manquant – la clé qui permet d'expliquer comment le même taux de croissance peut aboutir à des taux différents de réduction de la pauvreté. Si nous ne tenons pas compte des niveaux initiaux d'inégalité et de leur évolution, nous risquons de gravement nous tromper quant à l'impact que la croissance peut avoir sur la réduction de la pauvreté<sup>19</sup>. Il nous faut examiner l'augmentation moyenne des revenus *et* la manière dont cette hausse est répartie au sein de la population.

Il y a de nombreux facteurs qui peuvent influencer sur cette répartition comme par exemple le sexe, la région ou encore d'autres inégalités d'accès au pouvoir. Même dans les pays les plus riches, par exemple, les salaires et les conditions d'emploi des femmes sont à la traîne par rapport à ceux des hommes<sup>20</sup>. L'effet inévitable d'une inégalité des



« La répartition est importante pour réduire la pauvreté. »

François Bourguignon<sup>22</sup>

revenus plus importante est l'amointrissement de l'impact de la croissance sur la pauvreté. Et Ravallion de conclure : « *La croissance sera un instrument plutôt inefficace de lutte contre la pauvreté, à moins que cette croissance ne s'accompagne d'une diminution de l'inégalité*<sup>21</sup>. »

Des études empiriques des données récentes recueillies dans les pays en développement montrent de façon claire les avantages de l'égalité en matière de réduction de la pauvreté. Des analyses effectuées pour le compte de la Banque mondiale<sup>23</sup> ont montré que, dans les pays où l'inégalité des revenus est très faible<sup>24</sup>, pour un pour cent de croissance économique, la pauvreté diminuait de quatre pour cent. En revanche, la croissance dans les pays affichant une importante inégalité n'avait pratiquement aucun impact sur la pauvreté<sup>25</sup>. Même un niveau moyen d'inégalité peut entraîner des changements très considérables<sup>26</sup>. Les auteurs de ces analyses concluent que « *la capacité de la croissance à réduire la pauvreté dépend de l'inégalité* »<sup>27</sup>.

La réduction de l'inégalité des revenus est également un moyen de réduire la pauvreté en l'absence de croissance. C'est dans les pays à revenu intermédiaire que les possibilités de réduction de la pauvreté au moyen de la redistribution sont les plus importantes, et c'est également dans ces pays que vivent la plupart des pauvres du monde. Le revenu moyen y est considérablement plus élevé que dans les pays les plus pauvres, mais leur répartition est très inégale.

Comme le fait remarquer Bourguignon, la réduction de la pauvreté en Indonésie vers la fin des années 1990 a été entièrement réalisée au moyen de la redistribution, ce qui a permis de compenser l'impact de la croissance négative<sup>28</sup>. Dans ce cadre, Bourguignon décrit comme le « *double dividende* » de la redistribution la capacité des politiques générales de réduction de l'inégalité à faire immédiatement diminuer la pauvreté d'une part et, d'autre part, à améliorer l'impact réducteur de pauvreté à long terme de la croissance<sup>29</sup>.

Il est donc crucial pour les décideurs de se concentrer sur l'inégalité s'ils souhaitent parvenir à maximiser la réduction de la pauvreté.

## L'inégalité, obstacle à la croissance

Traditionnellement, il était communément admis que la croissance économique s'accompagnait inévitablement, dans un premier temps, d'une augmentation de l'inégalité, mais qu'elle finissait toujours par aboutir à une égalité accrue. Ce phénomène est connu sous le nom de « *courbe de Kuznets* », du nom de l'économiste Simon Kuznets. Cela sous-entendrait qu'il n'est ni nécessaire ni efficace pour les économies en développement de s'inquiéter de l'augmentation de l'inégalité.

Toutefois, de très nombreuses données plus récentes ont réfuté cet axiome de façon écrasante<sup>30</sup>.

Par ailleurs, l'examen minutieux de données provenant de pays développés et en développement depuis les années 1990 a fait ressortir de nouvelles données significatives indiquant qu'un degré important d'inégalité est un obstacle à la croissance économique future<sup>31</sup>. De fait,

la Banque asiatique de développement (BAsD) suggère que la croissance et l'égalité peuvent « être considérées comme s'inscrivant dans un cercle vertueux »<sup>32</sup>.

Cela vient contredire le vieil argument selon lequel l'inégalité favorise la croissance parce que la concentration de revenus générerait un excédent de richesse pouvant être réinvesti<sup>33</sup>.

Les analyses se concentrent plus ou moins sur l'idée selon laquelle l'inégalité empêche l'investissement productif, et limite donc la capacité de production et de consommation de l'économie, tout en fragilisant les institutions. Ces arguments ont été exposés en détails dans un récent rapport de recherche d'Oxfam et résumés ici<sup>34</sup>.

Le premier argument avancé consiste à dire que l'inégalité empêche les particuliers de faire des investissements productifs ou de concrétiser leur potentiel de production. Par exemple, lorsque l'inégalité perturbe les marchés du crédit à tel point que seule une élite riche dispose du capital requis pour accéder au crédit, on renonce à de nombreux investissements potentiellement productifs par des personnes moins riches<sup>35</sup>. Le manque d'accès des femmes aux droits fonciers dans la législation ou dans les faits constitue un obstacle fréquent à l'accès au crédit.

De même, de sérieuses inégalités de revenus ou de pouvoir peuvent empêcher de nombreuses personnes d'accéder à l'éducation et aux soins de santé. Outre le fait que cela constitue une violation des droits à l'éducation et à la santé, cela signifie également que seule une minorité de la population est en mesure de développer pleinement son potentiel<sup>36</sup>. Dans de nombreuses sociétés plus de la moitié de la population est concernée ; la position inférieure des femmes et des filles se traduit par un accès restreint à l'éducation, aux soins de santé, aux espaces politiques, à la terre, au crédit et aux structures du pouvoir.

*« Les sociétés qui pratiquent une discrimination fondée sur le genre connaissent généralement une croissance moins rapide... que les sociétés qui traitent les hommes et les femmes de façon égale ».*<sup>37</sup>

Il existe également une grande quantité de données qui suggèrent que l'inégalité contribue à une faible cohésion sociale, à des institutions médiocres et à une mauvaise gouvernance, des facteurs qui, à leur tour, freinent sérieusement la croissance. La BAsD affirme que « la persistance de l'inégalité pourrait provoquer des tensions sociales et politiques, et entraîner des conflits, comme c'est actuellement le cas dans certaines parties de l'Asie »<sup>38</sup>.

Qui plus est, des arguments influents ont été présentés sur le fait qu'une égalité accrue en matière de propriété foncière contribue à une distribution plus équitable du pouvoir et, de ce fait, à des institutions plus propices au développement, y compris l'éducation universelle. Cela (entre autres aspects) pourrait contribuer à expliquer la croissance beaucoup plus marquée aux États-Unis par rapport à l'Amérique latine au cours des deux siècles derniers<sup>39</sup>.

Plus récemment, un argument analogue a été proposé pour expliquer la croissance supérieure du Costa Rica par rapport au Guatemala en Amérique Latine où les inégalités de richesse renforcent la concentration du pouvoir et empêchent l'émergence d'institutions légitimes et capables de promouvoir la croissance<sup>40</sup>. La manière dont

l'inégalité limite l'aptitude des personnes à participer au pouvoir et au développement est au cœur même de l'absence de croissance.

D'autres études effectuées par des économistes comme Dani Rodrik ont examiné ces dimensions de plus près. Elles mettent en évidence l'importance d'institutions de qualité pour la croissance et l'impact négatif de l'inégalité sur les institutions<sup>41</sup>.

*« Une inégalité importante est une caractéristique du sous-développement ».*

*Francisco Ferreira et  
Martin Ravallion, Banque  
mondiale<sup>42</sup>*

Le FMI a récemment ajouté des éléments allant dans le même sens, en menant des recherches sur la contribution de l'inégalité aux causes de la crise financière<sup>43</sup> et sur le rôle d'une égalité accrue dans le prolongement des périodes de croissance nationale<sup>44</sup>.

Si nous prenons en compte l'impact sur la croissance, le double dividende qui résulte de la lutte contre l'inégalité se transforme en triple dividende : elle réduit directement la pauvreté, favorise la capacité de la croissance future à réduire la pauvreté et, enfin, améliore les perspectives de croissance même. Autant d'éléments plaidant en faveur du fait qu'un degré important d'inégalité devrait préoccuper les décideurs bien plus qu'il ne le fait à l'heure actuelle.

# 3

## Durabilité et équité

Le monde a vu son économie croître à un rythme sans précédent durant les deux derniers siècles. Et les projections indiquent que l'économie va quadrupler d'ici à 2050, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), passant de 70 mille milliards de dollars à l'heure actuelle à 300 mille milliards de dollars<sup>45</sup>. Cependant, pour générer une telle croissance économique, l'humanité a puisé dans les ressources naturelles sans tenir compte de la notion de durabilité.

La durabilité environnementale présente de nombreuses dimensions, dont le taux d'utilisation des ressources renouvelables, des ressources non renouvelables et de la capacité de la planète à absorber les déchets. Nombre de ces dimensions et leurs interactions restent encore largement incomprises, de sorte qu'il n'est pas aisé de mettre en place des indicateurs qui traduisent avec pertinence toutes ces dimensions. Cependant, il existe un indicateur composite qui cherche à mesurer l'utilisation des ressources renouvelables par les êtres humains : l'empreinte écologique.

### Encadré 1 : Qu'est-ce qu'une empreinte écologique ?

L'empreinte écologique a pour objectif d'établir la courbe de ce que les êtres humains exigent de la nature, en termes de superficie, terrestre ou marine, requise pour satisfaire leur demande en nourriture, fibres, bois de construction, énergie et établissements, et pour absorber le gaz carbonique émis. Cette demande est ensuite comparée à la biocapacité de la planète – son aptitude à régénérer ces ressources d'une année sur l'autre, sur la base des terres arables, des terres de pâture, des forêts, des lieux de pêche disponibles et de la superficie en terres qui serait requise pour piéger les émissions de gaz carbonique. L'empreinte écologique d'une nation et sa biocapacité sont exprimées en hectares globaux (hag) – une unité commune fondée sur toute la superficie terrestre et marine productive du monde durant une année donnée.

L'empreinte écologique ne permet pas de mesurer parfaitement l'utilisation des ressources renouvelables : elle n'englobe pas de mesures de l'utilisation de l'eau douce ou de la biodiversité et, à l'instar de n'importe quel indicateur fondé sur des données des Nations Unies comparables au niveau international, la qualité des données varie d'un pays à l'autre. Le calcul de l'empreinte écologique connaît actuellement une évolution, à mesure que de meilleures données et méthodes de comparaison de la productivité de différents types de terre deviennent disponibles, mais les tendances sous-jacentes qui s'en dégagent restent tout aussi alarmantes. En conséquence, l'empreinte écologique est utilisée dans leurs analyses par les gouvernements, les villes, les entreprises, les scientifiques et les organisations internationales.

Source : Oxfam, basé sur Global Footprint Network, octobre 2011, [www.footprintnetwork.org](http://www.footprintnetwork.org)

L'empreinte écologique mondiale a doublé depuis 1961, et nous utilisons aujourd'hui les ressources naturelles renouvelables à un rythme d'entre 20 et 50 pour cent plus rapide que la capacité de la planète à les reconstituer<sup>46</sup>.

Nous sommes en passe de réduire considérablement le capital naturel de la planète. La surpêche, le surpâturage, la surexploitation forestière et l'épuisement des sols sont autant de facteurs qui amoindrissent la capacité à long terme de la planète à produire des ressources destinées à être utilisées par les humains, comme les cultures, la viande, le poisson et le bois de construction.

De même, nous sa capacité à absorber les déchets - comme le stockage du gaz carbonique -, et son aptitude à offrir des conditions favorables comme la biodiversité, le renouvellement de l'eau douce et un climat sans risque.

### **La dégradation de l'environnement exacerbe les inégalités sociales**

Les ressources naturelles constituent la richesse fondamentale sur laquelle repose la vie. Actuellement, la dégradation de l'environnement prend une tournure qui fait peser une menace sur la prospérité de l'humanité entière. Mais ce sont les pays et les personnes les plus pauvres qui en subissent les conséquences les plus graves, des conséquences qui se traduisent de trois manières :

- *Les populations les plus pauvres sont celles qui dépendent le plus des ressources naturelles car celles-ci constituent leur principal moyen de subsistance. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), trois quarts des personnes touchées par la faim dans le monde vivent en milieu rural, principalement en Afrique et en Asie. Elles sont tributaires de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et des forêts pour leurs moyens de subsistance, et survivent souvent sur des terres marginales qui sont particulièrement sujettes aux inondations et aux sécheresses<sup>47</sup>. Les productrices de denrées alimentaires, en particulier, dépendent généralement de terres marginales et de l'agriculture pluviale, de sorte qu'elles sont les plus gravement touchées par la dégradation environnementale, comme le stress hydrique et la baisse de la fertilité des sols<sup>48</sup>.*
- *Les impacts des changements climatiques sont subis de manière disproportionnée par les pays pauvres, à cause de leur géographie, conjuguée à leur niveau de développement économique. Même en supposant une hausse de la température d'entre 1 et 2,5°C, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit de graves effets dans de nombreux pays en développement. Parmi ces effets figure la réduction des rendements agricoles dans les régions tropicales, ce qui entraîne un risque accru de famine, et la propagation de maladies sensibles au climat comme le paludisme.*

Les émissions actuelles de gaz à effet de serre ainsi que les objectifs en la matière mettent le monde sur le chemin d'une

augmentation de 4°C des températures moyennes mondiales. Cela pourrait dévaster l'agriculture dans nombre des régions les plus pauvres du monde, détruire les sources d'eau salubre pour jusqu'à trois milliards d'habitants de pays en développement et faire perdre leur logement à un milliard de personnes d'ici à 2100<sup>49</sup>.

- *La dégradation des ressources exacerbe les conflits sociaux relatifs à l'utilisation des ressources.* Les communautés rurales pauvres n'ont souvent pas de droits d'accès et d'utilisation sûrs des terres arables, des forêts et des lieux de pêche dont ils sont tributaires pour leurs moyens de subsistance. Dans un contexte de pression croissante sur les ressources environnementales mondiales, comme le stress hydrique croissant, le déboisement et la fertilité des sols en baisse, les communautés à faible revenu perdent souvent le contrôle de ces ressources, et l'accès à ces dernières, tandis que les élites locales assurent leur propre approvisionnement et accès. Le récent rapport d'Oxfam intitulé *Terres et pouvoirs* détaille des cas d'accaparement de terres de ce type en Ouganda, en Indonésie, au Guatemala, au Honduras et au Sud-Soudan<sup>50</sup>.

Il est essentiel de ramener l'exploitation des ressources naturelles par l'Homme dans des proportions durables sur le plan écologique. Mais les inégalités de pouvoir et de moyens font que les personnes et pays pauvres sont aussi vulnérables à l'impact du processus de transition vers la durabilité. Les politiques internationales et nationales conçues pour protéger leurs droits et leurs intérêts sont essentielles. En conséquence, il est d'autant plus important de remédier aux inégalités sous-jacentes au sein des pays et entre eux.

# 4

## État des lieux de l'inégalité

Au fil de l'Histoire, il n'y a guère eu d'efforts consacrés à la mise au point de mesures précises ou comparables (sur le temps et dans tous les pays) de l'inégalité précises ou comparables (sur le temps et dans tous les pays). Ceci est symptomatique d'un problème plus profond. L'inégalité ne suscite pas le degré d'attention de la part des décideurs (en particulier à l'extérieur de l'Amérique latine) qu'exigent les preuves de son importance.

L'inégalité n'est ni discutée ni soulignée par le FMI dans les rapports qu'elle publie tous les ans sur chaque pays membre en application des dispositions de l'Article IV, ni dans ses prêts de Facilité de crédit étendue qui ciblent la réduction de la pauvreté et la croissance.

Cependant, une base de données récemment mise au point (la Solt database of Standardized World Income Inequality<sup>51</sup>) offre une mesure comparative d'un type d'inégalité : celle des revenus. Elle comporte des coefficients de Gini standardisés : une mesure de l'écart entre la répartition des revenus et l'égalité parfaite.

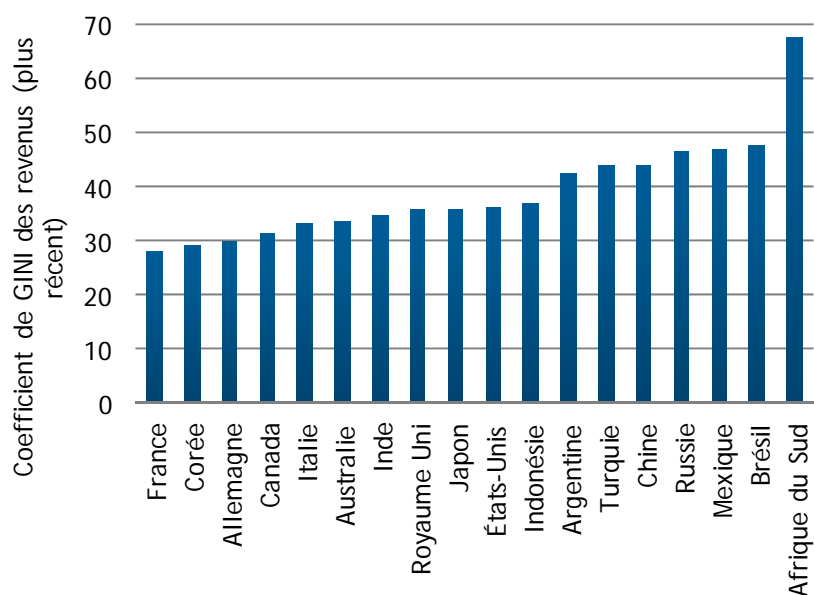
Cela nous permet de mettre sur pied un état des lieux de l'inégalité des revenus dans les pays du G20 (et autres), dans le cadre duquel nous examinons leur degré d'inégalité actuel et si ces pays ont pris la bonne direction. Cet exercice a mis en évidence un petit nombre de bons élèves, mais une tendance globale inquiétante pour les membres du G20.

### L'état des lieux de l'inégalité au sein du G20

Ce document compare l'inégalité des revenus nets des ménages au sein d'un même pays, telle que mesurée par le coefficient de Gini, pour tous les pays du G20 à l'exception de l'Arabie saoudite (pour laquelle il n'y a pas de données disponibles). À des fins de comparaison, il examine aussi la part des revenus des 10 pour cent les plus pauvres de la population dans un sous-groupe de pays.

Selon les données les plus récentes présentées dans le Graphique 1, la France présente l'inégalité la plus faible, suivie de près par la Corée du Sud, pays qui a connu un développement rapide sans que l'inégalité n'augmente considérablement en son sein. L'Afrique du Sud présente de loin le degré d'inégalité le plus élevé.

**Graphique 1 : Coefficient de Gini des revenus dans les pays du G20, 2005–2009**



Source : Graphique compilé par Oxfam en utilisant des données obtenues de F. Solt (2010) 'The Standardized World Income Inequality Database', <http://hdl.handle.net/1902.1/11992> Version 3.0

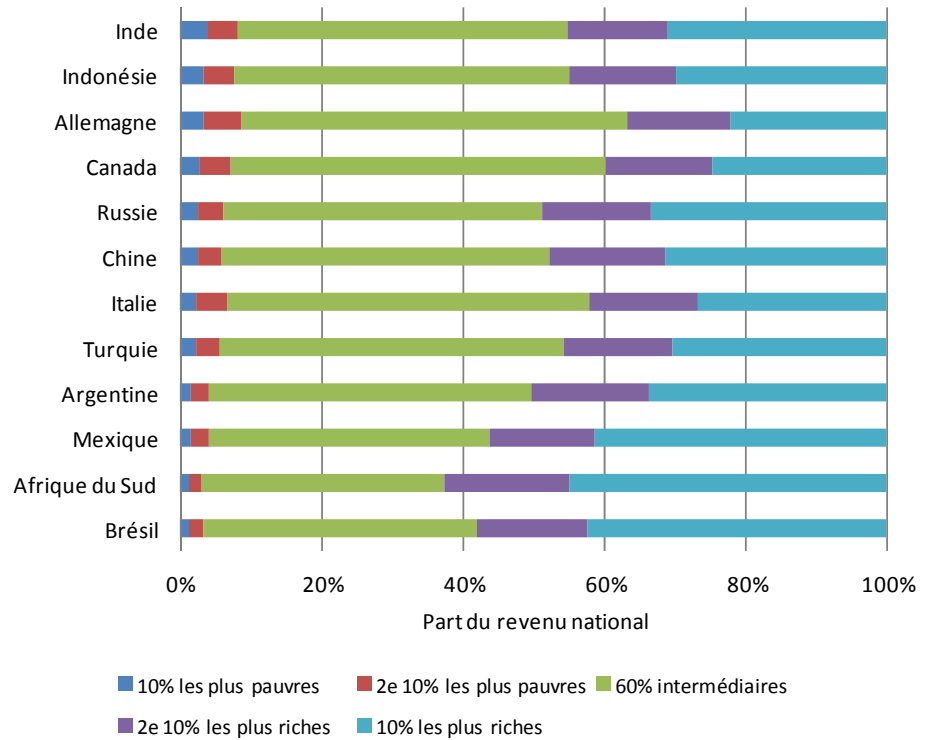
Le Graphique 2 illustre de manière plus détaillée la répartition des revenus. Des données comparables sur la répartition des revenus ne sont disponibles que pour deux tiers des pays du G20. Elles font défaut pour l'Australie, la France, la Corée du Sud, le Japon, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Nous constatons que la part des revenus des 10 pour cent les plus pauvres de la population est souvent très faible, parfois d'à peine un pour cent. Entre-temps, les 10 pour cent les plus riches jouissent d'une énorme part, représentant parfois plus de 40 pour cent du total des revenus.

Pour ce qui est de la part de revenus des 10 pour cent les plus pauvres de la population, l'Inde fait figure de « meilleur élève » tandis qu'au Brésil leur part de revenus est la plus faible. L'Afrique du Sud affiche quant à elle la plus importante concentration de richesse en haut de l'échelle des revenus.



**Graphique 2 : Part des revenus dans les pays du G20, 2000–2009**



Source : Graphique compilé par Oxfam en utilisant des données obtenues des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org>.

De manière générale, les pays qui présentent le plus d'inégalités sont les économies dites émergentes : Afrique du Sud, Brésil, Mexique, Russie, Argentine, Chine et Turquie. Les économies développées dotées d'un revenu supérieur à la moyenne tendent à être les plus égalitaires : France, Allemagne, Canada, Italie et Australie.

Toutefois, on obtient un tableau très différent lorsque l'on se penche sur les pays où l'inégalité tend à se réduire l'inégalité et ceux où elle augmente. On constate alors que les pays les plus riches ont beaucoup plus de raisons de s'inquiéter. D'après nos données, seuls quatre pays du G20 ont évolué vers plus d'égalité depuis 1990. Ces pays sont des économies de marché émergentes : le Brésil, la Corée du Sud, le Mexique et l'Argentine. Le Brésil et la Corée du Sud sont parvenus à réduire l'inégalité durant les années 1990, ainsi que durant les dix dernières années, période de croissance.

Le Mexique et l'Argentine, où l'inégalité s'était creusée durant les années 1990, ont inversé cette tendance avec des améliorations plus importantes vers l'égalité depuis 2000 (ici aussi, en période de croissance)<sup>52</sup>.

## Encadré 2 : Réduction de l'inégalité au Brésil et en Argentine

Le Brésil et l'Argentine sont deux des rares exemples récents de succès en matière de réduction de l'inégalité des revenus au sein du G20. Que s'y est-il donc passé ?

L'économiste Giovanni Andrea Cornia suggère deux causes fondamentales de la réduction de l'inégalité dans l'ensemble de l'Amérique latine au cours des dix dernières années : la politique gouvernementale et les conditions économiques favorables, illustrées par les envois d'argent des migrants (qui représentent plus de 2,3 pour cent du PIB de la région, et 2,8 pour cent de celui du Mexique)<sup>53</sup>.

Les politiques gouvernementales ont tenté d'augmenter le rapport taxes/PIB, ce qui a permis aux pays d'équilibrer leur budget, ainsi que de continuer à accroître les dépenses gouvernementales. Pour ce qui est de la politique gouvernementale au Brésil, Hailu et Soares suggèrent que deux aspects se dégagent : les améliorations dans le secteur de l'éducation vers le milieu des années 1990, notamment la scolarisation primaire universelle et la réduction des taux de redoublement, et les transferts monétaires de la part de l'État<sup>54</sup>.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) insiste sur l'importance des programmes de transferts monétaires dans l'ensemble de la région<sup>55</sup>. Le PNUD convient qu'ils servent deux finalités principales : « tout d'abord, transférer des flux de revenus vers les ménages pauvres et, deuxièmement, promouvoir l'investissement par les ménages dans le capital humain de la génération la plus jeune afin d'accroître sa capacité à générer des revenus à l'avenir et à briser le cycle de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté<sup>56</sup>. »

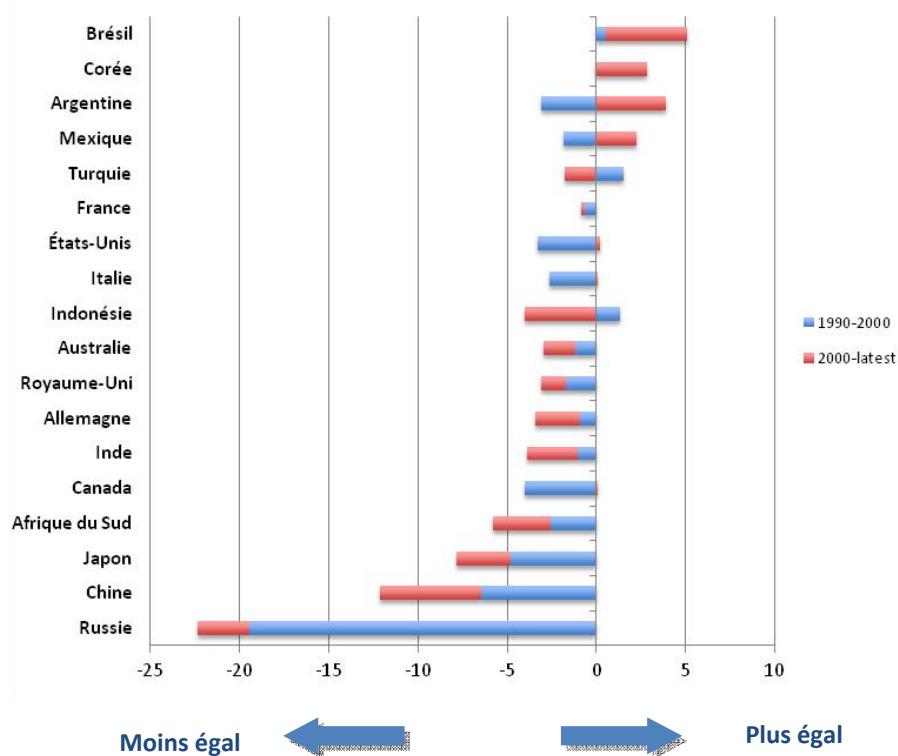
La diminution du chômage et l'augmentation des salaires ont aussi joué un rôle clé. Cornia souligne que la situation de l'emploi dans la région s'est davantage améliorée sous les gouvernements du centre-gauche<sup>57</sup>. Cornia cite d'autres données qui montrent que les salaires minimums ont fait augmenter les revenus en bas de l'échelle et ont accru les salaires dans le secteur informel ainsi que formel.

Source : Stuart, E. (2011) « Making Growth Inclusive », Oxford : Oxfam (et autres sources citées dans l'encadré 2)

Comme le montre le Graphique 3, toutefois, ces quatre pays font figure d'exception. Dans l'ensemble des pays du G20, et dans chaque pays à revenu élevé à l'exception de la Corée, le niveau moyen d'inégalité a augmenté entre 1990 et le milieu des années 2000 (dans chaque pays l'année la plus récente pour laquelle des données étaient disponibles).

Certains pays ont même vu l'inégalité se creuser plus rapidement depuis le début du nouveau millénaire : la Turquie, l'Allemagne, l'Indonésie, l'Australie, l'Inde et l'Afrique du Sud. Ces inégalités sont souvent liées à des différences extrêmes en matière de salaires : un rapport publié en mai 2011 par la High Pay Commission du Royaume-Uni a indiqué que, si les tendances actuelles se poursuivaient, les cadres supérieurs seraient payés 214 fois le salaire moyen d'ici à 2020<sup>58</sup>.

**Graphique 3 : Comparaison des changements de pourcentage des coefficients de Gini dans les pays du G20 au cours de deux décennies, de 1990 à 2010.**



Source : Graphique compilé par Oxfam à l'aide de données obtenues de F. Solt (2010) « The Standardized World Income Inequality Database », <http://hdl.handle.net/1902.1/11992> Version 3.0

Ces statistiques ne nous éclairent que sur l'inégalité des revenus. Les inégalités de richesse – qui sont très importantes au moment d'expliquer comment l'inégalité entrave la croissance, comme on le décrit dans la première section – peuvent être encore plus extrêmes. Il y a des données qui indiquent que ces inégalités-là sont elles aussi à la hausse. Par exemple, des recherches récemment effectuées par Edward Wolff, économiste de l'Université de New York, ont indiqué que la part des richesses du un pour cent le plus riche de la population américaine s'est en fait accrue durant la crise économique de 2007 à 2009<sup>59</sup>.

Même lorsque l'inégalité des revenus a été réduite, au Brésil, en Argentine et au Mexique (la Corée du Sud étant exclue faute de données disponibles), presque toutes les améliorations ont lieu au niveau moyen de la répartition. La classe moyenne a vu sa part de revenus s'accroître aux dépens des 10 pour cent les plus riches. Pour mener une attaque durable sur la pauvreté et l'inégalité, il faudra se concentrer sur les plus pauvres.

En résumé, les données relatives au G20 montrent une inégalité croissante. Les données disponibles sur l'impact de l'inégalité – et les protestations qui ont maintenant lieu de par le monde – indiquent clairement que les décideurs du G20 doivent se montrer attentifs. L'expérience du Brésil, de l'Argentine, du Mexique et de la Corée du Sud montrent qu'il est possible de progresser vers plus d'égalité. Les données disponibles suggèrent par ailleurs que l'inégalité n'est pas fonction d'un taux de croissance ou d'un niveau de développement

particuliers. Cela ne fait aucun doute lorsque l'on se penche sur la manière dont l'inégalité a évolué dans d'autres pays.

#### Encadré 3 : L'importance de l'inégalité au-delà des revenus

Cette section se concentre sur deux mesures de l'inégalité des revenus, car c'est dans ce domaine que l'on dispose de la plus grande quantité de données comparables. Mais cela ne permet de brosse qu'une partie du tableau. Les inégalités de pouvoir et de richesse, ainsi que les différences entre les hommes et les femmes, sont autant de facteurs cruciaux pour les résultats sur le plan du développement.

Le phénomène des « femmes manquantes » montre bien à quel point ces formes d'inégalité peuvent être dévastatrices. Une analyse des tendances démographiques montre que le nombre de filles et de femmes en Asie est inférieur de plusieurs dizaines de milliers à ce qu'il devrait être, ce du fait de l'avortement des fœtus féminins et du manque de soins aux petites filles après leur naissance<sup>60</sup>.

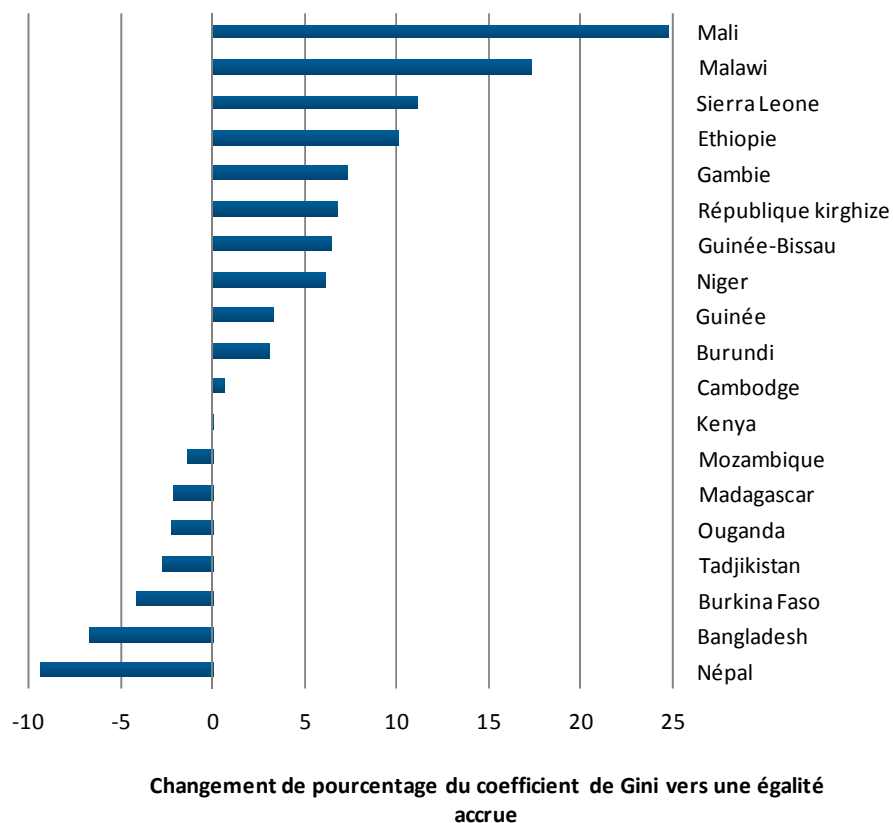
Quel que soit son niveau de pauvreté liée au revenu, nul pays ne peut se déclarer véritablement développé s'il n'a pas remédié à des formes aussi fondamentales d'inégalité que celle-là.

### **Quelle est la situation des pays du G20 par rapport aux pays à revenus faibles et intermédiaires de la tranche inférieure ?**

À l'aide de la nouvelle base de données de Solt, nous avons constaté que le degré d'inégalité des revenus est à la baisse dans la plupart des pays à faible revenu pour lesquels on dispose de données sur une certaine période<sup>61</sup>. Les degrés d'inégalité qu'ils présentent se rapprochent de ceux observés dans les pays du G20.

Un certain nombre de pays, en particulier des pays africains très pauvres comme le Mali, le Malawi, la Sierra Leone et l'Éthiopie, ont accompli des progrès considérables au moment de réduire le degré d'inégalité des revenus en leur sein, comme l'illustre le Graphique 4.

**Graphique 4 : Changements sur le plan de l'inégalité dans les pays à faible revenu, de 1990 au milieu des années 2000 (2004, 2005 ou 2006,**



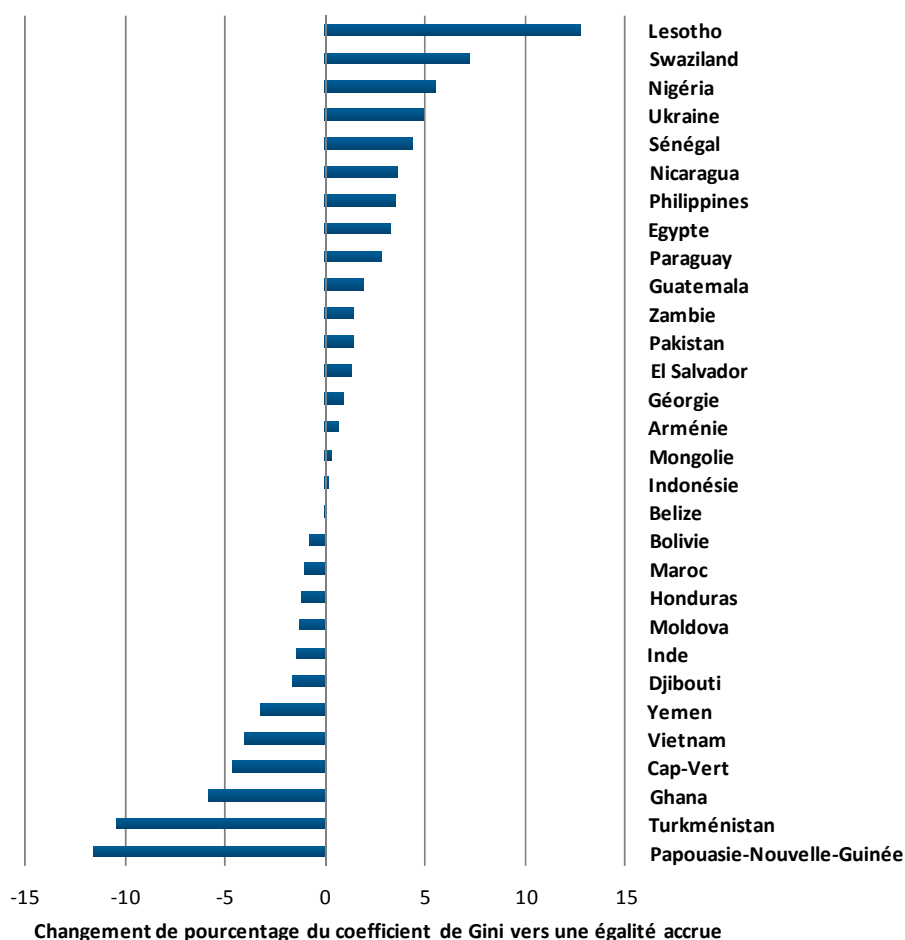
selon les données disponibles)

Source : Tableau compilé par Oxfam à l'aide de données obtenues de : F. Solt (2010) « The Standardized World Income Inequality Database », <http://hdl.handle.net/1902.1/11992> Version 3.0

Plusieurs pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont aussi accompli des progrès considérables en matière de réduction de l'inégalité (Figure 5)<sup>62</sup>. Plus de la moitié des pays de notre échantillon ont réduit l'inégalité en leur sein entre le milieu des années 1990 et 2005, malgré un taux d'inégalité élevé au départ.



**Graphique 5 : Évolution sur le plan de l'inégalité dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de 1990 au milieu des années 2000**



**(2004, 2005 ou 2006, selon la disponibilité de données)**

Source : Tableau compilé par Oxfam à l'aide de données obtenues de : Frederick Solt, 2010, « The Standardized World Income Inequality Database »

Cela constitue une preuve supplémentaire du fait que la croissance de l'inégalité n'est pas une conséquence inévitable d'un stade particulier de développement. La baisse de l'inégalité, et de ce fait une réduction plus importante de la pauvreté, est possible à n'importe quel stade du développement économique.

La lutte contre l'inégalité relève tout autant des décisions politiques que de l'économie. Si l'on prend les deux pays de l'échantillon qui affichent la croissance la plus rapide, l'Arménie a accompli cette croissance tout en améliorant l'égalité en son sein, tandis que le Turkménistan a connu une croissance tout en voyant se creuser l'inégalité.

Ces résultats mettent en relief les performances des pays du G20. S'ils veulent promouvoir une stratégie de développement basée sur une croissance partagée, alors ils doivent donner l'exemple. En réalité, ils obtiennent souvent des résultats moins bons que les pays n'appartenant pas au G20.

# 5

## L'état des lieux de la durabilité

Le caractère urgent des efforts en vue de ramener les activités économiques mondiales dans des proportions durables sur le plan écologique est reconnu depuis plusieurs décennies. En 1992, les nations du monde se sont réunies à Rio de Janeiro et se sont engagées à accomplir des changements radicaux dans l'action environnementale mondiale. Il s'agissait entre autres de stabiliser les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale afin d'éviter des changements climatiques dangereux et de conserver et d'utiliser la biodiversité de la planète de manière durable.

Vingt ans plus tard, en juin 2012, elles se réuniront à nouveau à Rio de Janeiro pour évaluer les progrès effectués et définir la manière d'aller de l'avant : elles devront prendre des engagements concrets en faveur d'un plan d'action pour la prochaine décennie et au-delà qui poussera les économies sur un chemin durable, équitable et résilient.

Les économies du G20 joueront probablement un rôle central au moment de générer la croissance économique mondiale prévue sur les 40 prochaines années. Le chemin qu'elles suivront aura une grande influence sur les perspectives de développement humain dans le reste du monde.

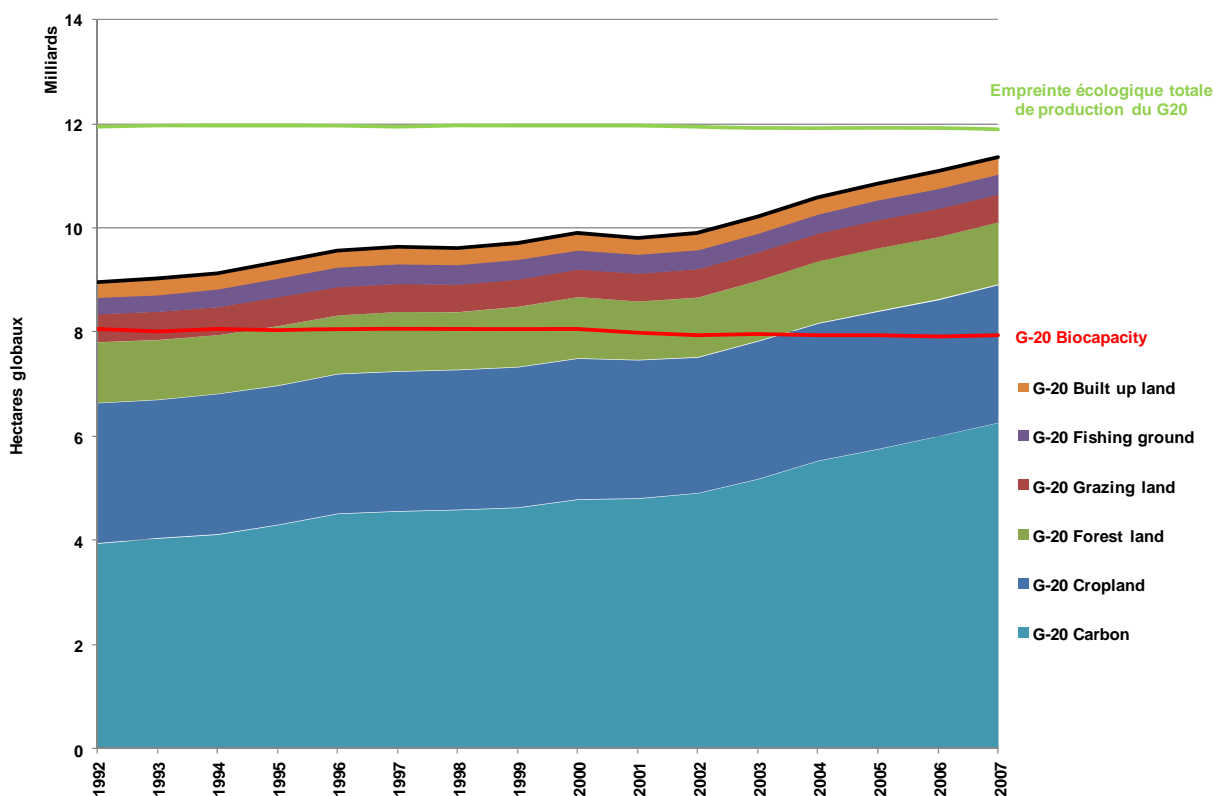
Quels sont donc les antécédents des pays du G20 au cours des deux dernières décennies au moment de conjuguer croissance économique et durabilité environnementale ? Que peut-on apprendre de leurs expériences en termes de ce qui est possible, et quelles sont les mesures supplémentaires requises ?

### L'état des lieux de la durabilité du G20

Les pays du G20 abritent un peu plus de 60 pour cent de la population mondiale, et 66 pour cent de la biocapacité de la planète (quelque 8 milliards d'hectares mondiaux) se trouve au sein de leurs territoires. Leurs économies ont connu une croissance collective de deux tiers de 1991 à 2007<sup>63</sup>, tandis que leur empreinte écologique combinée s'est accrue de plus d'un quart.

En 2007 (l'année la plus récente disponible), ils utilisaient 95 pour cent de la biocapacité totale de la planète afin de générer leur production économique. Ils réquisitionnaient de fait la vaste majorité de la base de ressources durables de la planète pour leur production économique (voir le Graphique 6). D'après une analyse des données relatives aux éléments de l'empreinte écologique du G20, il ressort que les émissions de CO<sub>2</sub> constituent le principal moteur de sa rapide augmentation.

**Figure 6 : L’empreinte écologique de production des pays du G20, 1992-2007**



Source : Base de données du Global Footprint Network, analysée par Oxfam.

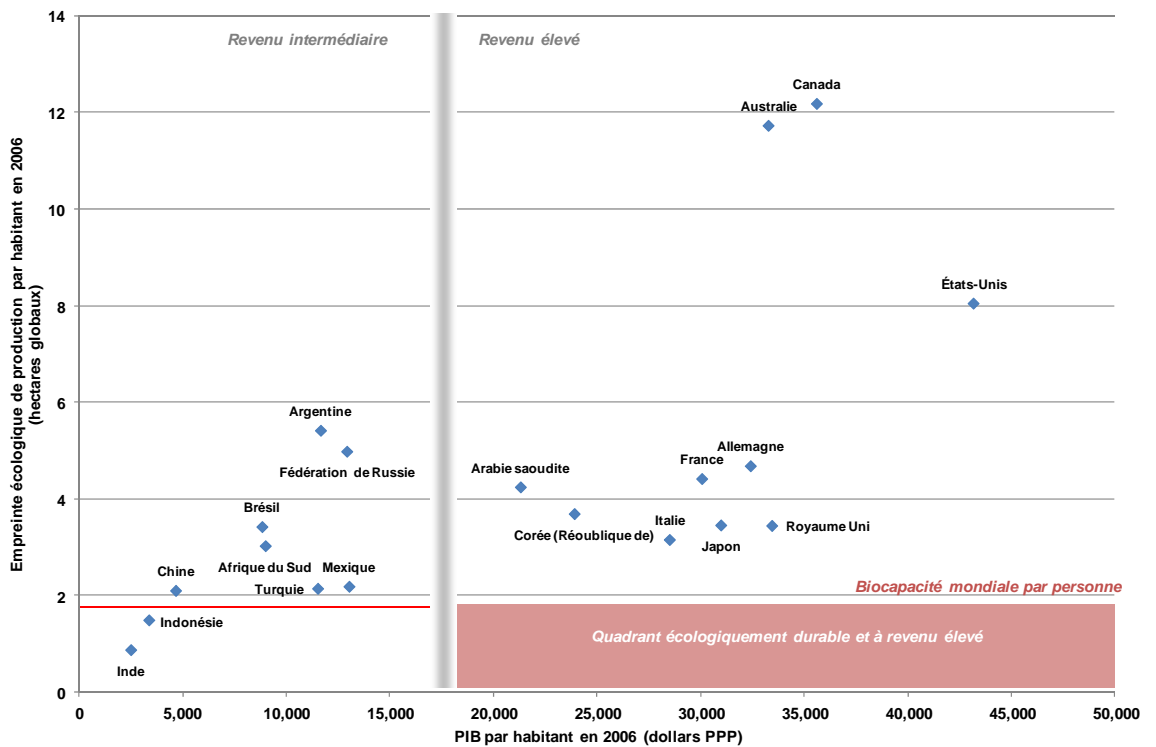
À l’intérieur du groupe de pays du G20, il y a, bien entendu, des variations tant sur le plan des empreintes écologiques par habitant que sur celui des revenus nationaux moyens. Le Graphique 7 ci-dessous montre que des pays dotés d’un produit intérieur brut (PIB) par habitant similaire peuvent présenter des empreintes écologiques très différentes associées à la manière dont ils génèrent leur production économique.

L’Allemagne et l’Australie, par exemple, ont un PIB par habitant très similaire (environ 33 000 dollars), mais l’empreinte écologique liée à la production de l’Australie représente plus de deux fois et demie celle de l’Allemagne.

De même, le PIB par habitant du Mexique est supérieur à celui de l’Argentine, mais son empreinte écologique liée à cette production représente moins de la moitié de celle de l’Argentine. Il n’est pas étonnant que les empreintes écologiques des nations varient, étant donné leurs différences de taille et de dotation en ressources naturelles. Il est, toutefois, évident que le chemin de la croissance emprunté par les pays présentant des empreintes écologiques importantes ne peut pas être reproduit dans le monde entier.



**Graphique 7 : L’empreinte écologique de production des pays du G20**



**par rapport au PIB par habitant, 2006**

Source : PNUD 2010 (Rapport sur le développement humain 2010) et base de données du Global Footprint Network<sup>64</sup>. Le Graphique 7 illustre également ce qui serait requis pour parvenir à une durabilité partagée dans le monde entier. Si la biocapacité de la planète était distribuée de façon égale parmi la population mondiale actuelle de sept milliards de personnes, il y aurait tout au plus 1,8 hectare global (hag, mesure de la biocapacité<sup>65</sup>) – disponible par personne.

Parmi les pays du G20, seules l’Inde et l’Indonésie ont des empreintes écologiques de production par habitant de moins de 1,8 hag, mais elles ont toutes deux des PIB par habitant inférieurs à 5 000 dollars. En revanche, la production économique annuelle de l’Australie et du Canada aboutit à des empreintes écologiques six fois plus importantes que ce qui serait durable à l’échelle mondiale.

Cela incarne l’essence du défi que représente l’obtention de la croissance économique mondiale durable. Aucun pays à l’intérieur ou à l’extérieur du G20 n’a obtenu simultanément des revenus moyens élevés et une empreinte écologique durable.

Alors que faudrait-il faire pour rendre la croissance économique durable sur le plan environnemental ? Il est essentiel d’analyser cette question pour préciser les débats sur la « croissance verte » et pour évaluer les progrès effectués par les pays pour dissocier la croissance économique de l’utilisation des ressources.

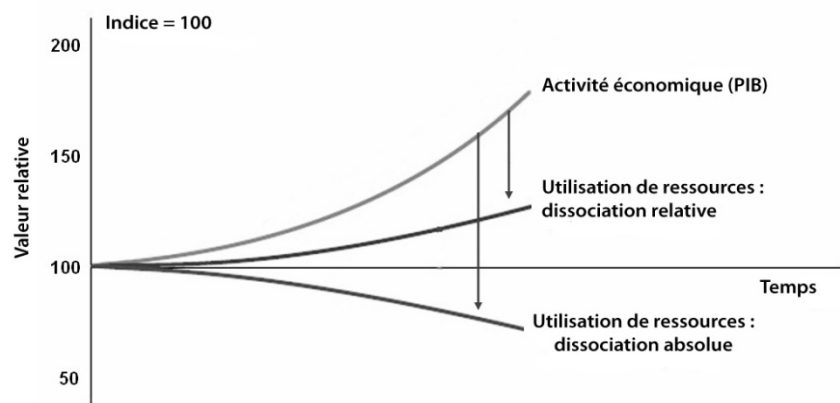
#### Encadré 4 : Que requerrait une croissance économique durable ?

La question de savoir si oui ou non la croissance économique durable est possible dépend des concepts de dissociation relative et de dissociation absolue entre la croissance économique et l'utilisation des ressources naturelles. Le Graphique 8 illustre la différence cruciale entre les deux.

La dissociation relative a lieu lorsque le PIB augmente plus vite que l'utilisation des ressources, de sorte que l'intensité en ressources de la croissance diminue – mais l'utilisation des ressources continue d'augmenter en termes absolus. Par exemple, le PIB collectif des pays du G20 a augmenté de 66 pour cent entre 1991 et 2007, tandis que son empreinte écologique de production collective s'est accrue de 26 pour cent durant la même période. Il est évident que l'intensité en ressources de la croissance des pays a diminué si l'on se base sur cette mesure, mais que l'empreinte écologique du G20 a tout de même augmenté de plus d'un quart en termes absolus.

Afin d'arriver à une croissance durable sur le plan environnemental à l'échelle mondiale, l'utilisation mondiale des ressources doit diminuer en même temps que le PIB continue d'augmenter. Il s'agit là de la dissociation absolue. Étant donné que les ressources renouvelables de la planète sont d'ores et déjà utilisées dans une mesure largement supérieure aux niveaux durables, la dissociation absolue est requise rapidement afin d'empêcher des dégâts environnementaux irréversibles.

#### Graphique 8 : Croissance du PIB et utilisation des ressources : dissociation relative et absolue

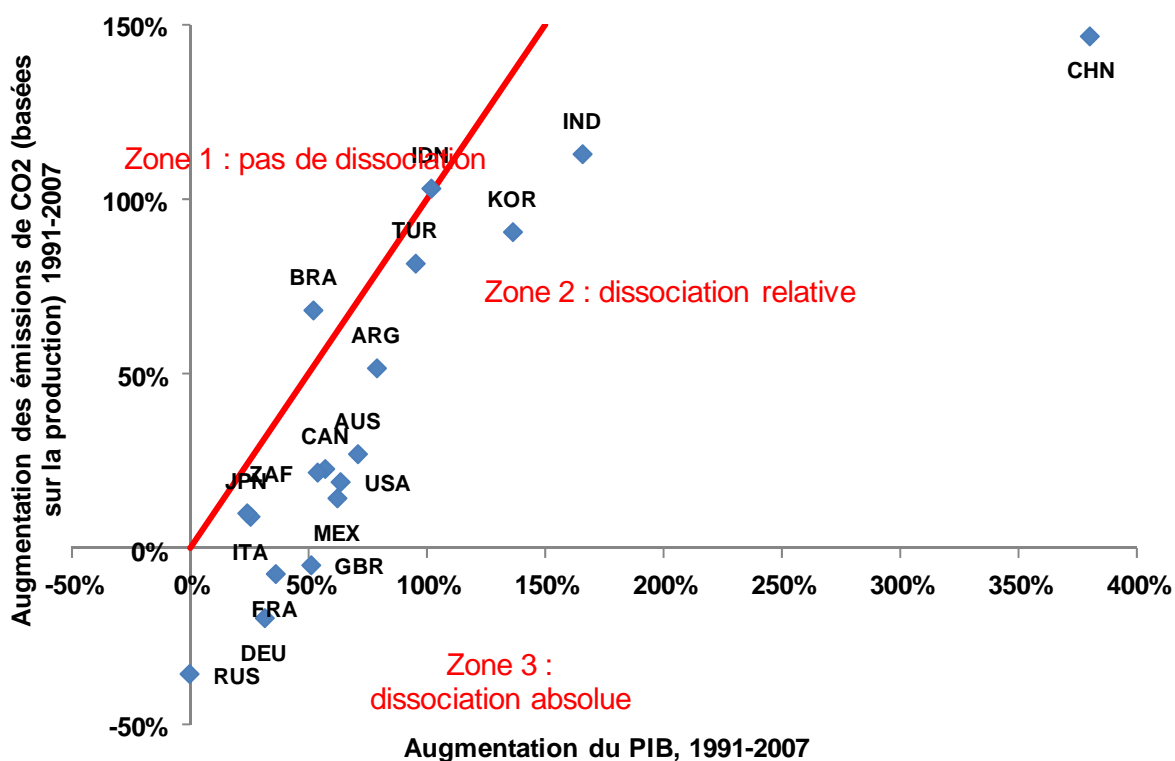


Source : Oxfam 'G20 countries and carbon dioxide emissions'

Quels enseignements pouvons-nous tirer de l'expérience du G20 quant aux perspectives de la dissociation ? Les émissions de gaz carbonique impulsent la croissance de l'empreinte écologique de production du G20. Étant donné cet état de fait, et la nécessité urgente de lutter contre les changements climatiques, nous nous concentrons ici sur les tendances observées dans la dissociation de la production économique des émissions de gaz carbonique au cours des deux dernières décennies.

Le Graphique 9 illustre la manière dont le PIB des pays du G20 s'est accru par rapport aux émissions de CO<sub>2</sub> associées à cette production. Qu'est-ce que cela implique quant au potentiel de croissance économique durable sur le plan environnemental ?

**Graphique 9 : Augmentation du PIB des pays du G20 par rapport à la hausse des émissions de CO<sub>2</sub> liées à la production, 1991–2007**



Source : Banque mondiale 2011 (pour le PIB) et Peters et al (2011)

En premier lieu, la majorité des pays du G20 sont parvenus à la dissociation relative. La plupart des pays sont regroupés dans la Zone 2, où la croissance du PIB a été plus rapide que celle des émissions de CO<sub>2</sub>. Parmi les pays au revenu intermédiaire, le Mexique et la Chine sont ceux qui sont parvenus à la dissociation la plus importante. Le PIB du Mexique a augmenté quatre fois plus vite que ses émissions de CO<sub>2</sub>. Le PIB de la Chine a connu une hausse deux fois et demie plus rapide. Cela suggère qu'il est possible de réduire l'intensité carbone de la croissance économique à différents niveaux de développement économique.

En second lieu, il faut en faire beaucoup plus. Les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> doivent baisser d'au moins 90 pour cent avant 2050 pour éviter des changements climatiques dangereux. Les pays ont des responsabilités diverses à cet égard, y compris les pays faisant partie du G20. Comme convenu au titre de la CCNUCC, tous les pays doivent prendre des mesures pour empêcher des changements climatiques dangereux sur la base de leurs « responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives », comme le stipule la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Ce sont les pays industrialisés (y compris les membres du G20 que sont l'Allemagne, l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, et d'autres États membres de l'UE) qui doivent absolument réduire leurs émissions le plus rapidement possible et en plus grande mesure, et ce, du fait de leur rôle dans l'émission de la vaste majorité du gaz carbonique accumulé

dans l'atmosphère au cours du siècle passé.

Collectivement, ces pays doivent réduire, d'ici à 2020, leurs émissions de CO<sub>2</sub> de 40 pour cent en dessous des niveaux de 1990 pour rester sur le chemin de la prévention de changements climatiques dangereux. Autrement dit, ils doivent de toute urgence prendre la tête des efforts en vue d'arriver à la dissociation absolue de la croissance économique par rapport aux émissions de CO<sub>2</sub>.

Les performances des pays industrialisés au sein du G20 sont divisées. Cinq d'entre eux ont échoué à réduire un tant soit peu le niveau de leurs émissions de CO<sub>2</sub> au cours de la période étudiée : l'Australie, le Canada, l'Italie, le Japon et les États-Unis ont tous vu leurs émissions de CO<sub>2</sub> liées à la production augmenter en termes absolus. Cette augmentation oscillait entre neuf pour cent pour l'Italie et 27 pour cent pour l'Australie.

En revanche, la Russie a enregistré une baisse considérable de ses émissions, mais cela était principalement dû au déclin industriel et à une croissance stagnante au cours de la période étudiée. Trois pays – l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni – sont parvenus à une dissociation absolue. Le PIB de l'Allemagne, par exemple, a augmenté de 31 pour cent, tandis que ses émissions liées à la production ont chuté de 20 pour cent.

Ces données relatives à la dissociation absolue donnent l'espoir qu'une ère de croissance économique durable est techniquement possible. Mais il y a quatre aspects importants à prendre en compte :

- *Dissociation absolue, oui – mais pas assez rapide.* L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont beau avoir dissocié de façon absolue la croissance économique de leurs émissions de CO<sub>2</sub> liées à la production durant la période concernée, leurs émissions doivent néanmoins diminuer plus rapidement pour avoir des chances d'atteindre la diminution de 40 pour cent en dessous des niveaux de 1990 d'ici à 2020. Qui plus est, tous les pays industrialisés doivent accomplir des progrès à cette échelle.
- *De la production à la consommation : les chiffres sur les émissions échangées.* La comptabilisation nationale du carbone se concentre généralement sur les émissions basées sur la production, mais l'impact des schémas de consommation d'une nation doit aussi être pris en compte. Cela englobe les émissions carbone que comportent les importations et les exportations, comme l'acier, le ciment, les voitures et les produits électroniques. À l'échelle planétaire, les émissions de carbone englobées dans les flux commerciaux ont augmenté de 80 pour cent depuis 1990, et comptent pour plus d'un quart du total mondial en 2008.
- *Les pays développés en tant que groupe sont des importateurs nets de carbone.* Leurs émissions collectives liées à la production ont diminué de presque deux pour cent entre 1990 et 2008 mais, si l'on prend en compte les importations de carbone, le changement réel est en fait une augmentation de sept pour cent des émissions de carbone<sup>66</sup>. Ainsi, tandis que l'Allemagne et la France ont toutes

deux réduit leurs émissions liées à la consommation parallèlement au recul de leurs émissions liées à la production, les résultats du Royaume-Uni se sont inversés. Alors que les émissions liées à la production ont diminué de quatre pour cent, ses émissions de consommation ont augmenté de 14 pour cent.

- *La durabilité environnementale a une portée plus large que la diminution des émissions de CO<sub>2</sub>.* La réduction des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> est une priorité urgente si l'on veut éviter des changements climatiques dangereux. Mais ce n'est là qu'un aspect de la durabilité environnementale et donc de la croissance économique durable. Il faut aussi tenir compte d'autres préoccupations, comme l'impact de la croissance économique sur la biodiversité et l'utilisation durable de l'eau.

Il y a des raisons de garder l'espoir, mais des progrès beaucoup plus importants sont requis. La vaste majorité des pays développés du G20 n'ont fourni aucune donnée indiquant qu'ils sont en mesure de rendre la croissance économique durable sur le plan environnemental.

La plupart des pays ont à peine commencé à mettre en place l'échelle d'investissements, de réglementations et de moyens incitatifs requis pour faire en sorte que la dissociation absolue ait lieu assez rapidement. Même ces pays qui ont pris la tête de la transition n'en font pas assez.

Les pays en développement dans leur ensemble (menés par de nombreux membres du G20) se sont engagés, au titre de la CCNUCC, à supprimer plus de tonnes de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère mondiale par rapport aux niveaux projetés que ne l'ont fait les pays développés<sup>67</sup>.

Les pays membres du G20 doivent prendre des mesures beaucoup plus fermes pour ramener leur exploitation des ressources naturelles dans les limites de ce que notre planète est en mesure de fournir. Les pays développés doivent être les premiers à démontrer qu'une croissance économique durable sur le plan environnemental est possible.

Tous les membres du G20 doivent utiliser leur influence pour veiller à ce que la Conférence de Rio de Janeiro sur le développement durable constitue un tournant vers une utilisation des ressources durable et équitable à l'échelle internationale.

## 6

# Que signifierait une croissance partagée ?

Si l'on veut réduire la pauvreté, il est absolument essentiel de lutter contre l'inégalité. Cependant, comme le montre ce rapport, l'inégalité des revenus est à la hausse dans de nombreux pays du G20. Cette section montre l'importance de cet état de fait pour les femmes et les hommes qui vont tenter d'échapper à la pauvreté au cours des dix années à venir.

Un certain nombre d'économistes ont mis au point des modèles statistiques des liens entre croissance économique, inégalité des revenus et réduction de la pauvreté, modèles dont nous pouvons nous servir pour illustrer l'impact vraisemblable de l'inégalité sur les niveaux de pauvreté futurs.

Un modèle de ce type a été mis au point par Augustin Fosu, du World Institute for Development Economics Research de l'Université des Nations Unies<sup>68</sup>, en se basant sur des travaux effectués par François Bourguignon, ancien économiste en chef de la Banque mondiale<sup>69</sup>. Nous avons utilisé ce modèle pour calculer la manière dont différents niveaux d'inégalité influenceront sur le nombre de personnes vivant dans la pauvreté dans certains pays du G20 au cours des dix années à venir. Pour un complément d'informations sur ce modèle et les calculs effectués, voir l'annexe.

Lorsqu'il est testé avec des données historiques pour nos pays sélectionnés, ce modèle s'avère étonnamment précis au moment de prédire les performances en taux de pauvreté absolue (c'est-à-dire pour les personnes vivant avec moins de 1,25 dollars par jour)<sup>70</sup>. Nous pensons donc pouvoir utiliser le modèle en toute confiance (en même temps que les projections du FMI de la croissance économique et des tendances démographiques) pour illustrer la façon dont l'inégalité pourrait influencer sur les niveaux de pauvreté à l'avenir<sup>71</sup>.

Les résultats sont spectaculaires dans les trois pays étudiés : Brésil, Mexique et Afrique du Sud. Au Brésil et au Mexique, les réductions de l'inégalité (conjuguées aux taux de croissance prévus) pourraient entraîner une quasi-disparition de la pauvreté absolue de revenus. Il pourrait tout de même rester de nombreuses personnes vivant en dessous des seuils de pauvreté nationaux – lesquels sont des mesures plus sensibles du bien-être dans différents contextes – mais il s'agirait tout de même d'un énorme pas en avant. Cependant, si au lieu de cela ces pays permettaient à l'inégalité de recommencer à grimper, le modèle prédit que les réductions de la pauvreté extrême seraient minimales, voire inexistantes. Dans nos scénarios, une forte croissance économique en Afrique du Sud n'empêchera pas le nombre de personnes en situation de pauvreté d'augmenter d'ici à 2020, à moins que l'inégalité ne soit contrôlée.

De plus, il est probable que la lutte contre l'inégalité renforcerait la croissance économique. Mais, aux fins de ces études de cas, nous ne supposons pas de répercussions. Nous cherchons simplement à illustrer comment, si la distribution des revenus devient plus (ou moins) égale, cela est susceptible d'avoir un effet sur la pauvreté, étant donné les taux de croissance actuellement prévus.

## Brésil

La réduction de la pauvreté au Brésil dépend beaucoup de la lutte contre l'inégalité mais, dans ce cas, les progrès réalisés dans le passé dans ces deux domaines sont de bon augure pour l'avenir.

Entre 1999 et 2009, presque 12 millions de personnes ont échappé à la pauvreté absolue (revenus inférieurs à 1,25 dollars par jour), ce qui a entraîné une baisse de la part de Brésiliens vivant dans la pauvreté de 11,2 pour cent à 3,8 pour cent<sup>72</sup>. Durant cette même période, l'inégalité des revenus a considérablement chuté. Mesurée selon le coefficient de Gini, elle a diminué de plus de quatre pour cent, de 1,52 à environ 0,47 pour cent<sup>73</sup>.

Bien que le point de départ en termes d'inégalité fût très élevé, c'est cette réduction de l'inégalité qui a rendu possible une réduction si importante de la pauvreté, durant une période pendant laquelle le taux annualisé de croissance réelle du PIB par habitant n'était que d'environ deux pour cent par an.

Quant à l'avenir, les projections du FMI indiquent que le PIB du Brésil augmentera bien plus rapidement : 3,8 pour cent en 2011, 3,6 pour cent en 2012 et plus de 4 pour cent les années suivantes. Si la croissance du Brésil se poursuit environ à ce rythme jusqu'en 2020 et si ses tendances actuelles de croissance démographique et de réduction de la pauvreté continuent, notre modèle indique que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté aura chuté de presque deux tiers entre 2010 et 2020, ce qui représente une baisse de presque cinq millions de personnes.

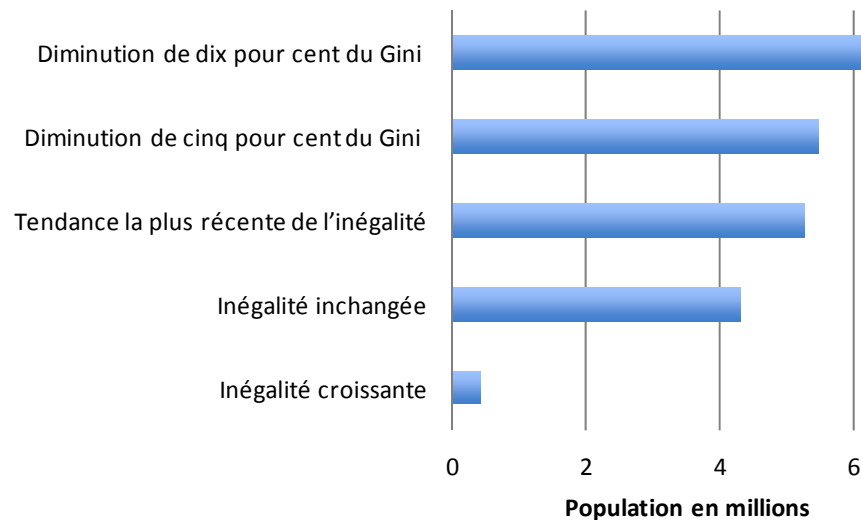
Cependant, si l'on laisse l'inégalité s'accroître, il pourrait n'y avoir guère ou pas de tout de diminution du nombre de personnes vivant dans la pauvreté. Si l'inégalité augmentait au rythme observé en Indonésie, par exemple, moins d'un demi-million de femmes et d'hommes échapperaient à la pauvreté d'ici à 2020 malgré une forte croissance économique.

L'obtention d'une réduction de 10 pour cent du coefficient de Gini d'inégalité au Brésil au cours des dix prochaines années (ce qui donnerait un niveau d'inégalité encore supérieur au niveau médian des pays du G20) pourrait faire diminuer de plus de 90 pour cent le nombre de personnes en situation de pauvreté absolue. Par rapport à une situation d'inégalité inchangée, ce sont presque deux millions de personnes de plus qui seraient en mesure d'échapper à la pauvreté.

Les performances passées du Brésil montrent comment un pays affichant une importante inégalité et une croissance relativement faible peut considérablement réduire la pauvreté en son sein en luttant contre

l'inégalité. Quant à l'avenir, notre modèle indique que si les décideurs pouvaient se concentrer davantage sur l'inégalité parallèlement à l'accélération de la croissance – c'est-à-dire sur la promotion d'une croissance vraiment inclusive – ils pourraient pratiquement éradiquer la pauvreté absolue.

**Graphique 10 : Impact potentiel des changements de l'inégalité sur le nombre de personnes échappant à la pauvreté au Brésil, 2010-2020**



Source : Graphique compilé par Oxfam sur la base du modèle mis au point par Augustin Fosu, à l'aide de données tirées des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (<http://data.worldbank.org>), de la base de données du FMI World Economic Outlook et de la base de données Solt Standardized World Income Inequality Database. Voir l'annexe pour un complément d'information. (« Inégalité croissante » fait référence à une inégalité qui augmenterait au taux annualisé observé en Indonésie, 1999-2009)

## Mexique

Le Mexique, à l'instar du Brésil, a assisté à une réduction impressionnante de la pauvreté ces dernières années (en partie grâce à l'augmentation des envois d'argent de l'étranger). D'après la base de données de Solt, son coefficient de Gini a aussi diminué, bien qu'en moindre mesure que celui du Brésil. Les politiques publiques ne se sont pas non plus autant concentrées sur l'inégalité que celles du Brésil. Les progrès futurs de la lutte contre la pauvreté dépendront fortement d'une concentration accrue sur l'inégalité.

De 1998 à 2008, le nombre de Mexicains vivant avec moins de 1,25 dollars par jour a diminué de presque sept millions<sup>74</sup>, alors que la croissance du PIB par habitant était inférieure à deux pour cent<sup>75</sup>. Le pourcentage de Mexicains vivant dans la pauvreté absolue a diminué de 11,2 à 3,4 pour cent<sup>76</sup>, tandis que le coefficient de Gini d'inégalité est passé de 0,49 à 0,47<sup>77</sup>.

Il s'agit d'une réduction de l'inégalité moins impressionnante que celle du Brésil. Cependant, le niveau d'inégalité initial au Mexique, plus



faible, en tout cas par rapport au niveau extrêmement élevé du Brésil, a favorisé la réduction de la pauvreté.

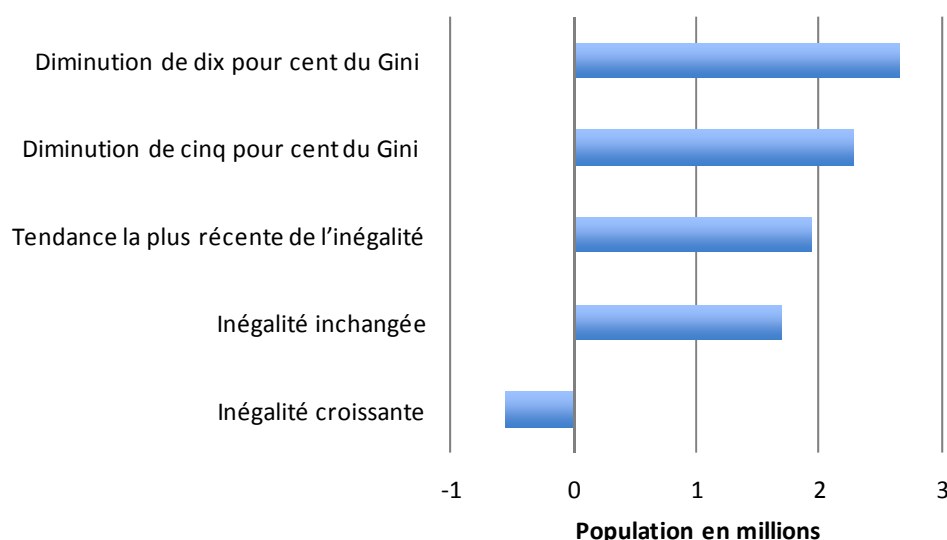
Au cours des six années à venir, les projections de croissance du FMI se traduisent en un taux de croissance du PIB par habitant d'un peu moins de trois pour cent<sup>78</sup>. Conjugué aux tendances actuelles de l'inégalité, cela aboutirait à une diminution de presque deux millions du nombre de personnes en situation de pauvreté absolue, c'est-à-dire, deux tiers du total actuel.

Cependant, un renversement des tendances récentes de l'évolution de l'inégalité pourrait entraîner la stagnation des niveaux de pauvreté au cours des 10 années à venir. Notre modèle prédit que, si l'inégalité augmentait aussi vite qu'elle ne l'a fait en Indonésie, le nombre de Mexicains vivant dans la pauvreté augmenterait.

Si le Mexique pouvait accélérer la récente amélioration de la répartition des revenus en son sein, toutefois, les niveaux de pauvreté diminueraient considérablement. Nos calculs indiquent qu'une réduction de cinq points du Gini d'ici à 2020 pourrait réduire la pauvreté de plus de 77 pour cent. Une réduction du Gini de 10 points d'ici à 2020 réduirait la pauvreté de plus de 90 pour cent, ce qui laisserait moins de 300 000 Mexicains en situation de pauvreté absolue.

À l'instar du Brésil, plus le Mexique voudra sérieusement réduire la pauvreté, plus il devra se concentrer sur la réduction de l'inégalité.

#### **Graphique 11 : Impact potentiel des changements de l'inégalité sur le nombre de personnes échappant à la pauvreté au Mexique, 2010-2020**



Source : Graphique compilé par Oxfam sur la base du modèle mis au point par Augustin Fosu, à l'aide de données tirées des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (<http://data.worldbank.org>), de la base de données du FMI World Economic Outlook et de la base de données Solt Standardized World Income Inequality Database. Voir l'annexe pour un complément d'information. (« Inégalité croissante » fait référence à une inégalité qui augmenterait au taux annualisé observé en Indonésie, 1999-2009)

## Afrique du Sud

Les projections relatives à l'Afrique du Sud montrent à quel point une stratégie de réduction de la pauvreté exclusivement concentrée sur la croissance économique peut être imparfaite. L'Afrique du Sud affiche déjà le niveau le plus élevé d'inégalité des pays du G20, et cette situation ne cesse d'empirer (les données les plus récentes portent sur 2005). Si cette tendance se poursuivait jusqu'en 2020, nos calculs prévoient que même une forte croissance n'empêcherait pas une augmentation du nombre de Sud-Africains en situation de pauvreté extrême.

Entre 1995 et 2006, le pourcentage de la population en situation de pauvreté absolue a chuté de 21,4 à 17,4 pour cent<sup>79</sup>. Cependant, l'augmentation de la population durant cette même période a fait que le nombre total de Sud-Africains vivant avec moins de 1,25 dollar par jour n'a diminué que de 102 000. La croissance réelle du PIB par habitant, qui s'élevait à juste en dessous de deux pour cent, était comparable à celle du Mexique durant la même période.

La clé de la différence était l'inégalité très élevée et croissante présente en Afrique du Sud. Quant à l'avenir, l'inégalité en Afrique du Sud est si élevée que notre modèle prédit que, même si elle reste au même niveau *et* qu'elle s'accompagne d'une forte croissance du PIB d'environ 3,7 pour cent, il est probable que le nombre de personnes en situation de pauvreté absolue en Afrique du Sud augmentera probablement<sup>80</sup>. (Le taux de pauvreté chuterait, mais pas suffisamment pour compenser l'impact d'une population en croissance rapide, de sorte que le nombre absolu de personnes en situation de pauvreté continuerait d'augmenter.)

Même si l'on se base sur l'hypothèse très modeste selon laquelle l'inégalité stagne depuis 2005 et va rester à ce niveau, le modèle suggère qu'à peine 200 000 Sud-Africains échapperont à la pauvreté absolue d'ici à 2020, ce qui signifie qu'il en restera presque huit millions vivant avec moins de 1,25 dollar par jour.

En revanche, si nous supposons que l'inégalité s'est accrue entre 1995 et 2010 au même rythme qu'entre 1995 et 2005, et que cette tendance va se poursuivre jusqu'en 2020, le nombre de Sud-Africains vivant avec moins de 1,25 dollar par jour augmentera de 1,9 million pour atteindre presque 10 millions entre 2010 et 2020.

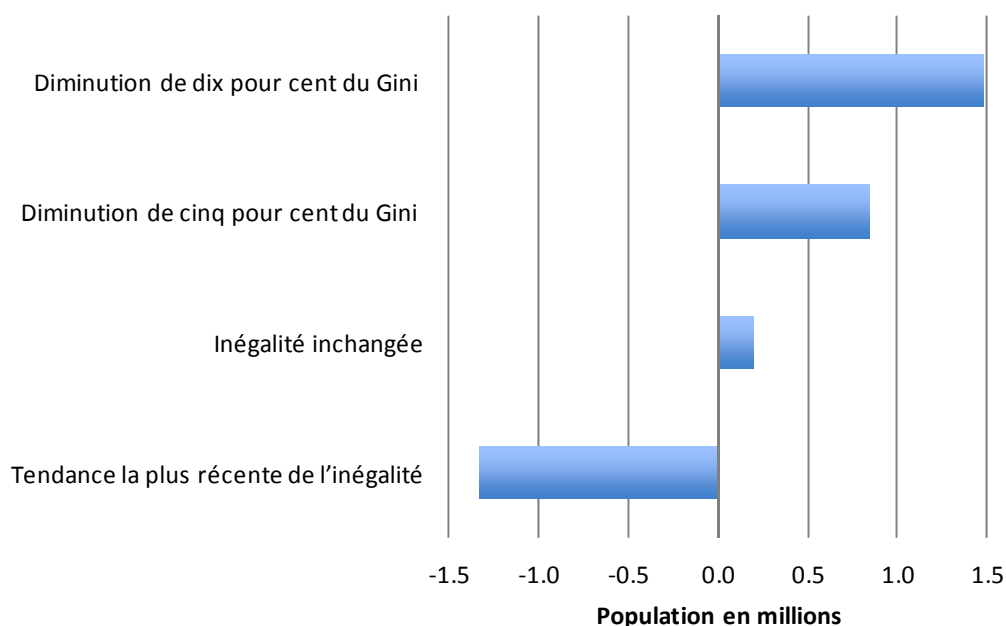
Ces scénarios entraîneraient une situation pour l'Afrique du Sud où entre 14 et 18 pour cent de sa population serait en situation de pauvreté absolue, taux comparable à celui du Kenya.

L'Afrique du Sud doit exercer un contrôle sur l'inégalité des revenus en son sein si elle veut empêcher une augmentation de la pauvreté. Le modèle suggère que, si l'Afrique du Sud atteignait le taux de réduction de l'inégalité du Brésil entre 1999 et 2009 (et en supposant la stagnation de l'inégalité entre 2005 et 2010), le taux de pauvreté absolue diminuerait de plus de trois pour cent, soit plus d'un million de personnes, d'ici à

2020. Une réduction du Gini de 10 points de pourcentage d'ici à 2020 – ce qui dans la situation actuelle signifierait que l'Afrique du Sud continue d'être la société la plus inégale du G20 – pourrait permettre à 1,5 million de personnes de se sortir de la pauvreté.

Si l'inégalité ne figure pas parmi les axes centraux des politiques publiques, les conséquences pourraient être lourdes pour l'Afrique du Sud.

**Graphique 12 : Impact potentiel des changements de l'inégalité sur le nombre de personnes échappant à la pauvreté en Afrique du Sud, 2010-2020**



NB : Le tableau se base sur un scénario modeste d'inégalité des revenus inchangée entre 2005 (dernière année pour laquelle il y a des données disponibles) et 2010).

Source : Graphique compilé par Oxfam sur la base du modèle mis au point par Augustin Fosu, à l'aide de données tirées des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (<http://data.worldbank.org>), de la base de données du FMI World Economic Outlook et de la base de données Solt Standardized World Income Inequality Database. Voir l'annexe pour un complément d'information.

**Encadré 5 : Croissance sans réduction de la pauvreté en Inde**

Se concentrer sur le coefficient de Gini de l'inégalité des revenus permet de simplifier considérablement les choses. Bien que les modèles basés sur ce coefficient donnent de bons résultats pour de nombreux pays, il ne prend toutefois pas en compte certains aspects cruciaux de l'inégalité comme la position des femmes dans la société. Le récent passé de l'Inde a le potentiel de démontrer à quel point cela peut être important.

De 1994 à 2005, le PIB par habitant de l'Inde a augmenté au taux moyen annuel extrêmement impressionnant de presque cinq pour cent. L'inégalité, bien qu'à la hausse, est restée en dessous de 0,35 pour cent, telle que mesurée par le coefficient de Gini<sup>81</sup>.

Toutefois, le taux de pauvreté a diminué de moins de huit pour cent – largement moins que ce que la plupart des modèles auraient pu prédire. Du fait de l'augmentation de la population de l'Inde, à la fin de cette période, il y

avait 3,4 millions de femmes, d'hommes et d'enfants de plus qui vivaient avec moins de 1,25 dollar par jour, alors même que le pays dans son ensemble était en pleine expansion.

L'Inde est loin d'avoir réalisé ce qui était attendu d'elle et les causes potentielles de cet état de fait sont au nombre de trois. Soit les revenus sont en réalité plus inégaux que ne le suggèrent les statistiques, soit l'inégalité des revenus ne représente qu'une petite partie de la situation en Inde, soit quelque chose qui va au-delà de l'inégalité entrave la réduction de la pauvreté.

La deuxième de ces causes ne fait certainement aucun doute. Par exemple, l'entrée des femmes dans la population active est largement inférieure à ce qu'on pourrait attendre étant donné les améliorations observées sur le plan de l'éducation des filles et des revenus moyens. La participation des femmes à la population active en 2008 était inférieure à celle observée en 1983<sup>82</sup>. Qui plus est, la Banque mondiale fait remarquer que, malgré son fort taux de croissance, l'Inde continue d'afficher un taux de mortalité maternelle très élevé<sup>83</sup>.

Ainsi, l'Inde passe à côté des considérables réductions de la pauvreté qui, comme l'ont démontré de nombreux travaux de recherche universitaires, découlent en général de l'amélioration de l'éducation des femmes et de leur entrée dans la population active<sup>84</sup>.

Martin Ravallion, directeur du Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale, soulève un point analogue. Il suggère que certains aspects de l'inégalité qui sont tout particulièrement répandus en Inde, comme l'inégalité en matière de propriété foncière et l'inégalité entre les hommes et les femmes, ne sont pas exprimés par le coefficient de Gini. Il suggère par ailleurs qu'il y a des raisons de croire que les données relatives aux revenus en Inde ne sont pas tout particulièrement fiables. Comme il le dit, « l'Inde n'est peut-être pas un pays doté d'une faible inégalité, après tout »<sup>85</sup>.

En conséquence, malgré un niveau apparemment faible d'inégalité des revenus, l'Inde ne peut pas se contenter de compter sur la croissance économique pour aider les presque 500 millions d'Indiens qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour à se sortir de la pauvreté. Elle doit plutôt se pencher sur les facteurs particuliers qui privent actuellement un grand nombre de femmes, d'hommes et d'enfants de l'occasion de faire valoir leurs droits et d'échapper à la pauvreté.

Source : Oxfam et sources citées

# Comment aller de l'avant

## Vers une croissance inclusive

Toutes les données disponibles suggèrent que les décideurs doivent consacrer une plus grande attention à l'inégalité. Elle a été liée à un large éventail de maux sociaux, y compris la délinquance et le manque de confiance, et sa réduction offre un triple dividende : elle peut directement réduire la pauvreté, favorise l'aptitude de la croissance future à réduire la pauvreté et, enfin, améliore les perspectives de croissance elle-même.

L'analyse présentée dans ce document montre que, si l'inégalité ne fait pas l'objet d'une attention suffisante, la forte croissance en Afrique du Sud ne suffira pas à y empêcher une augmentation considérable de la pauvreté au cours des dix années à venir. De même, au Mexique et au Brésil, si on laisse l'inégalité regagner du terrain, une croissance même forte ne réduira pas la pauvreté de façon significative (voire pas du tout) au cours des 10 années à venir.

Dans les trois pays étudiés, le fait de conjuguer croissance et égalité accrue permettra à des millions de personnes supplémentaires de se sortir de la pauvreté d'ici à 2020. Ces résultats ne se limitent pas aux pays étudiés. Ils constituent un exemple de la très forte influence qu'exerce l'inégalité sur la relation croissance-pauvreté.

Malgré cela, la plupart des pays du G20 ont pris la mauvaise direction. Ils se voient humiliés par les considérables réductions de l'inégalité qui ont eu lieu dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure au cours des 15 dernières années.

L'expérience du Brésil, de la Corée et de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure montre que la réduction de l'inégalité est à la portée des capacités des décideurs du G20. Ce ne sont pas les leviers de politiques générales qui manquent. Ce qui fait défaut, c'est peut-être plutôt la volonté politique.

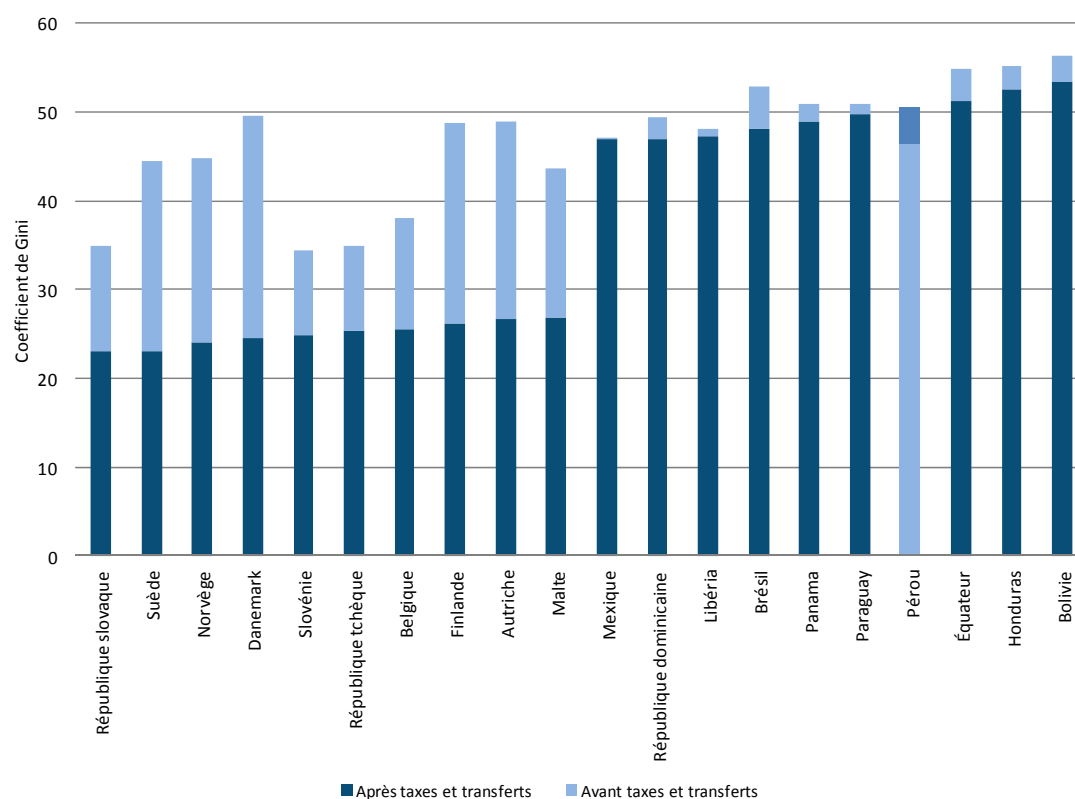
Il y a des signes qui indiquent que cette situation pourrait être sur le point de changer. Le Premier ministre indien, Manmohan Singh, a récemment admis qu'« une croissance rapide ne signifiera pas grand-chose, toutefois, si les inégalités sociales et économiques, qui affligent encore notre société, ne sont pas rapidement et efficacement éliminées »<sup>86</sup>. Le Premier ministre chinois, Hu Jintao, a lui aussi laissé entendre que « la Chine soutient et adhère avec force à la croissance inclusive »<sup>87</sup>.

Ces paroles doivent être assorties de programmes de politiques générales très complets dans chacun des pays du G20. Le mélange exact des politiques doit être adapté au contexte national, mais des recherches menées précédemment par Oxfam<sup>88</sup> – qui seront examinées

de manière plus détaillée dans de prochains documents – suggèrent des politiques qui ont été couronnées de succès dans de nombreux pays en développement :

- *Politiques de redistribution, y compris les transferts monétaires.* La CEPALC suggère que les programmes de transferts monétaires en Amérique latine ont en général trois objectifs : « atténuer la pauvreté au moyen de transferts directs de revenus, donner des moyens incitatifs pour investir dans le renforcement des capacités humaines et réintégrer la population cible dans les réseaux sociaux de protection et de promotion »<sup>89</sup>.
- *Investissements dans l'accès universel à l'éducation et aux soins de santé.* L'accès à l'éducation et aux soins de santé n'est pas seulement un droit fondamental, il favorise aussi une plus grande égalité des chances – diminuant ainsi les autres inégalités – et contribue à favoriser la croissance économique<sup>90</sup>. Les services qui dépendent de débours importants, ou les systèmes qui sont fondés sur des prestations privées qui ne parviennent souvent pas aux pauvres, ont pour effet d'exacerber l'inégalité et non de la réduire<sup>91</sup>.
- *Taxation progressive.* Comme l'illustre la Figure 13, sur la base du revenu brut, le Danemark, la Finlande et l'Autriche, et en moindre mesure la Suède et la Norvège, présentent un niveau d'inégalité similaire à celui des pays les plus inégaux du monde. Mais les dépenses et la taxation progressives les placent parmi les pays les plus égaux post-taxes et transfert. À l'autre extrême, le Pérou est non seulement l'un des pays les plus inégaux du monde, mais il fait aussi partie des pays où les taxes et les transferts sont si régressifs qu'ils ont pour effet d'augmenter l'inégalité.
- *Lutter contre les inégalités qui empêchent les femmes et les filles de participer à la croissance économique.* Il s'agit entre autres de la réforme de la législation et des institutions discriminatoires, de mesures ciblées pour satisfaire les besoins de santé et d'éducation des femmes, et de la suppression des entraves à la participation des femmes à des emplois de qualité. Il faut conférer aux femmes une voix au sein des parlements et de la société en général, ainsi qu'au sein du foyer. On ne peut permettre que les normes sociales répandues qui limitent leur accès aux biens, aux revenus et à la prise de décisions continuent d'exister.
- *Renforcer l'accès aux terres et aux autres ressources naturelles, réformer le régime de propriété foncière et investir dans les petits producteurs de produits alimentaires.* Au Viêt Nam, par exemple, la réforme agraire a été essentielle pour réduire l'inégalité et stimuler la croissance durant les années 1990. Le gouvernement a introduit les réformes de façon séquentielle afin de relancer la croissance dans les campagnes, où la pauvreté était plus répandue<sup>92</sup>.

**Graphique 13 : Effet des taxes et des transferts sur le coefficient de Gini, 2007-08**



Source : Graphique compilé par Oxfam à l'aide de données obtenues de F. Solt (2010) 'The Standardized World Income Inequality Database', <http://hdl.handle.net/1902.1/11992> Version 3.0.  
 NB : Le Pérou devient plus inégal APRÈS les impôts et les transferts.

Il existe de très nombreux leviers de politiques générales à la disposition des décideurs (ils seront documentés de façon complète dans des documents futurs d'Oxfam). Encore faut-il qu'il y ait la volonté politique de les actionner.

### Vers une croissance durable

La redistribution des avantages extrêmement inégaux de la croissance économique ne suffira pas à elle seule à garantir un avenir prospère pour tous. L'activité économique est en passe d'épuiser les biens naturels de la Terre, y compris sa capacité à absorber les déchets comme les gaz à effet de serre, et cet aspect doit lui aussi être abordé.

Les coûts sont encourus de manière disproportionnée par les femmes et les hommes pauvres. Ces sont les personnes pauvres qui ont tendance à être les plus tributaires des ressources naturelles pour leurs moyens de subsistance. Ils risquent aussi davantage de perdre le contrôle de leurs ressources, et sont généralement plus exposés aux impacts des changements climatiques.

La durabilité de la croissance sur le plan environnemental doit être abordée, et ce de manières aptes à protéger les droits et les intérêts des plus vulnérables. La préoccupation la plus immédiate concerne les changements climatiques. Seuls quatre pays du G20 ont réduit leurs émissions de carbone au cours de la période étudiée.

Les pays développés doivent donner l'exemple et dissocier de manière absolue la croissance de leur PIB de l'utilisation des ressources naturelles. Pour ce faire, il faut modifier les schémas de production dans des secteurs clés comme l'énergie, les transports, la construction, les industries et l'agriculture. Il s'agit aussi de transformer les schémas de consommation nationaux, y compris pour ce qui est de la nourriture, des biens de consommation, de l'énergie et du transport.

Tous les pays doivent suivre et commencer à internaliser dans les décisions économiques l'impact sur les ressources de leurs schémas de production et de consommation, et ce pour une ample gamme de ressources naturelles. Il faut investir beaucoup plus dans la création de données et dans leur analyse à l'échelle internationale. Cela contribuera à déterminer si et comment la croissance économique peut devenir durable sur le plan environnemental.

Dans tous les pays, ces réformes doivent être conçues et soutenues par des politiques générales qui protègent les plus vulnérables des impacts de la transition.

La combinaison précise des politiques générales devrait être adaptée à chaque contexte national, mais, d'après les récentes expériences des pays du G20, elle englobera éventuellement :

- *Un investissement dans les biens publics, comme la recherche-développement dans le secteur des énergies propres.* Impulsée par d'énormes investissements par le gouvernement chinois, parallèlement à tout un éventail d'autres politiques de soutien, la Chine est devenue le plus grand investisseur du monde dans les projets d'énergie renouvelable, et a pris la tête de ces nouvelles initiatives, tandis que les pays en développement ont dépassé les pays développés en matière de nouveaux investissements dans les énergies renouvelables<sup>93</sup>.
- *Des réductions d'impôts, des subventions et d'autres mesures incitatives pour orienter les investissements privés vers les domaines où le besoin s'en fait sentir.* Suite au succès considérable remporté en Allemagne<sup>94</sup>, un certain nombre de pays, dont les Philippines, examinent comment des tarifs préférentiels garantis pour les énergies renouvelables peuvent servir à stimuler l'adoption d'énergies renouvelables en garantissant les prix aux investisseurs et en accélérant les réductions de coûts dans les technologies d'énergies renouvelables.
- *La taxation des éléments indésirables, comme les émissions de gaz à effet de serre, pour orienter les activités économiques vers des alternatives plus durables.* Comme le montrent les politiques suivies dans l'UE et en Australie, et celles en cours de discussion en Afrique du Sud, l'application d'un prix du carbone aux secteurs économiques polluants peut à la fois faire baisser les émissions de carbone et générer une quantité considérable de nouveaux revenus, qui peuvent ensuite être investis dans les biens publics ou dans la protection des plus



vulnérables durant la transition vers la croissance durable, en stimulant, par exemple, les dépenses consacrées à la protection sociale.

- Une réglementation visant à empêcher les entreprises de polluer ou à les encourager à fournir des biens et des services qu'elles n'offriraient pas autrement. Alors que, trop souvent, les gouvernements ont renoncé à réglementer les grandes sociétés, optant plutôt pour l'octroi de fonds à des groupes d'intérêt bien organisés<sup>95</sup>, l'expérience du Brésil consistant à réduire les taux de déforestation jusqu'à leur niveau le plus faible jamais enregistré en imposant des lois anti-exploitation du bois montre ce qu'il est possible de faire<sup>96</sup>.

De plus, les pays du G20 dans leur ensemble doivent faire preuve d'un leadership bien plus affirmé lors des négociations menées au titre de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ils devraient en particulier :

- veiller à ce que les pays développés s'engagent, dans un premier temps, à tenir leurs plus ambitieuses promesses actuelles de réduction des émissions à l'horizon 2020, et à ce qu'ils garantissent que le financement à long terme de la réduction des émissions sera mobilisé pour aider les pays en développement à mettre en œuvre leurs promesses les plus ambitieuses ;
- forger un consensus sur les parts justes des réductions des émissions mondiales requises pour empêcher un réchauffement de la planète de plus de 1,5° C ;
- négocier un accord sur des sources nouvelles et fiables de fonds pour la lutte contre les changements climatiques, en particulier un prix juste pour le carbone émis par les transports internationaux, avec un mécanisme de compensation pour les pays en développement, et des taxes sur les transactions financières dans les pays développés.

Le G20 et le monde dans son ensemble doivent relever deux défis fondamentaux : l'équité et la durabilité. Les données disponibles indiquent que, sans action dans ces deux domaines, les avantages de l'expansion économique future seront inaccessibles aux pauvres, alors même qu'ils subissent les coûts de cette expansion du fait des effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Le G20 a l'occasion de s'établir comme un groupe de pays qui donnent l'exemple. Ils devraient commencer par relever ces deux défis.

# Annexe

## Méthodologie utilisée pour les projections

Afin de calculer l'impact potentiel de niveaux d'inégalité en évolution, nous utilisons un modèle mis au point par Augustin Fosu du World Institute for Development Economics Research de l'Université des Nations Unies<sup>97</sup>, qui se base sur des modélisations et des analyses empiriques menées par d'autres économistes, dont Martin Ravallion, William Easterly et, en particulier, François Bourguignon.

### Le modèle

Le modèle est exprimé par l'équation suivante (équation 6 dans le document de M. Fosu, basée sur le « Improved model 1 » (Modèle amélioré 1) qui figurait dans un document antérieur par François Bourguignon<sup>98</sup>) :

$$p = d_1 + d_2y + d_3g + d_4y(Z/Y) + d_5yG^I$$

où :

$p$  est le taux de croissance du niveau de pauvreté,  $P$  (mesuré de diverses manières)

$Z$  est le seuil de pauvreté

$Y$  est le niveau du revenu moyen

$y$  est le taux de croissance du revenu moyen

$G^I$  est le niveau initial d'inégalité, mesuré comme le coefficient de Gini du revenu

$g$  est le taux de croissance de l'inégalité, mesuré comme le coefficient de Gini du revenu

$d_1...d_4$  sont les coefficients indiquant l'impact de chacun des facteurs

Fosu estime ensuite la valeur de chacun des coefficients, pour ce modèle et deux autres modèles légèrement différents, en calculant des coefficients séparément pour les pays de l'Afrique sub-saharienne (ASS) et pour les autres pays. Il utilise des données dérivées d'un échantillon mondial de la Banque mondiale, qui présente 353 observations de panels non équilibrés pour la période 1977-2004 : 51 observations de 24 pays de l'ASS et 302 observations de 61 pays non-ASS (N.B. : la représentation des pays diffère considérablement).

Pour ce modèle, et en interprétant  $P$  comme le pourcentage de personnes en dessous du seuil de pauvreté et non comme une mesure de la profondeur de la pauvreté, les régressions de Fosu ont donné des estimations pour chacun des coefficients qui sont significatifs tout au moins au niveau 0,05 et, dans la plupart des cas, au niveau 0,01, sauf pour l'intersection ( $d_1$ ). Les valeurs sont indiquées dans le tableau suivant :

	<b>d<sub>2</sub></b>	<b>d<sub>3</sub></b>	<b>d<sub>4</sub></b>	<b>d<sub>5</sub></b>
<i>non-ASS</i>	-8,802	5,428	4,083	11,414
ASS	-3,331	1,105	0,579	4,008

Le signe de ces coefficients indique la direction de leur impact : des taux supérieurs d'augmentation des revenus contribuent à un rythme plus rapide de réduction de la pauvreté ( $d_2$ ), mais un niveau faible de développement ( $d_3$ , représenté par un rapport élevé entre le seuil de pauvreté et le revenu moyen) et, en particulier, un taux initial élevé d'inégalité ( $d_5$ ), atténue cet effet. Dans le même temps, un taux supérieur d'augmentation de l'inégalité ( $d_4$ ) contribue à un taux plus faible de réduction de la pauvreté.

Les calculs de Fosu indiquent également que ces effets, bien qu'ils aient la même direction dans tous les cas, sont largement plus faibles dans les pays ASS que dans les autres.

NB : Nous avons choisi ce modèle plutôt que l'alternative de Fosu (son équation 5) pour deux raisons : premièrement parce que pour la pauvreté exprimée en nombre de personnes, ce modèle produisait des résultats plus significatifs pour les calculs des coefficients (selon les propres calculs de Fosu) et, deuxièmement, parce que lorsque nous avons testé les deux modèles par rapport à des données passées (voir ci-dessous), ce modèle a donné des résultats plus proches de la réalité.

### **Application du modèle aux fins des projections**

Nous avons appliqué ce modèle et ces coefficients à quatre pays choisis pour faire l'objet d'études de cas : le Brésil, l'Indonésie (qui ne figure pas dans le document final par manque de place, bien que certaines données soient utilisées à des fins de comparaison), le Mexique et l'Afrique du Sud. Étant donné que l'intersection dans les calculs de Fosu ne s'est pas avérée significative sur le plan statistique et n'a pas donné de meilleurs résultats dans notre test (voir ci-après), nous l'avons exclue et avons utilisé des quatre autres termes du modèle. Dans chacun des cas, nous avons d'abord testé le modèle par rapport à des données passées, afin d'évaluer s'il permettait de prédire correctement l'augmentation réelle du taux de pauvreté, mesuré comme le taux annuel d'augmentation composé au cours de la décennie la plus récente pour laquelle toutes les données pertinentes sont disponibles. Étant donné le caractère limité des données disponibles, nous avons utilisé une valeur de substitution pour le revenu moyen et l'augmentation des revenus (voir ci-après).

Quoi qu'il en soit, les prédictions produites par le modèle étaient très proches des résultats réels observés. Pour le Brésil, le taux de changement prédit était de -10,3 % de 1999 à 2009, par rapport à un changement réel observé de -10,2 %. Pour l'Indonésie, la prédiction était de -7,9 %, par rapport à un taux réel de -8,9 %. Pour le Mexique, la prédiction était de -8,1 %, par rapport à un taux réel de -11,1 % et, pour l'Afrique du Sud, la prédiction était une absence de changement (0,0 %) par rapport à un taux réel de -1,2 %. (Pour l'Afrique du Sud, nous avons testé le modèle ASS et non-ASS - du fait que l'Afrique du Sud est un pays insolite en ASS - mais le modèle ASS a donné des résultats plus proches de la réalité).

Nous avons ensuite appliqué le modèle aux projections futures, en utilisant 2010 comme année de base, et en effectuant à nouveau des projections sur dix ans. En utilisant ici aussi une valeur de substitution du PIB pour le revenu de départ et l'augmentation des revenus, et en utilisant les données disponibles sur l'inégalité et les taux de pauvreté, ainsi que les projections disponibles sur l'augmentation du PIB et de la population, nous avons pu modéliser l'impact potentiel de différents scénarios d'inégalité sur le taux et le nombre de personnes en situation de pauvreté en 2020.

## Données et sources pour les projections

- **Taux de pauvreté, P** : Le taux de pauvreté est le pourcentage de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté absolue, pour lequel nous avons utilisé 1,25 dollar par jour et par personne en termes PPP 2005. La source des données relatives au taux de pauvreté était la banque de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ([data.worldbank.org](http://data.worldbank.org)). Le taux d'augmentation du taux de pauvreté (p) a été calculé comme un taux annuel d'augmentation composé. Le nombre de personnes en situation de pauvreté a été calculé en utilisant les taux de pauvreté et le nombre d'habitants.
- **Revenu moyen, Y** : Nous n'avons pas été en mesure de trouver des données robustes et comparables pour les revenus moyens dans différents pays, ni des données relatives aux projections futures de l'augmentation des revenus moyens. Cependant, de nombreux économistes qui travaillent sur les questions d'inégalité soutiennent que les données relatives aux revenus obtenues d'études sur les ménages, bien qu'utiles pour déterminer la distribution des revenus, ne sont pas assez robustes pour indiquer les revenus moyens, et ne sont de toute façon pas souvent disponibles, et ils considèrent que le PIB par habitant est une valeur de substitution plus fiable (voir, par exemple, Bourguignon et Morrisson (2002)<sup>99</sup>). De plus, notre test sur l'aptitude de prédiction passée de ce modèle en utilisant ces données s'est avéré assez concluant pour utiliser cette valeur de substitution. Le PIB par habitant passé, en termes PPP 2005, a été obtenu de la banque de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ([data.worldbank.org](http://data.worldbank.org)). Le PIB futur par habitant a été calculé sur la base des projections du FMI de la croissance réelle du PIB et de la croissance démographique à partir de la base de données World Economic Outlook.
- **Population** : Les chiffres passés relatifs à la population ont été obtenus auprès de la banque de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ([data.worldbank.org](http://data.worldbank.org)). Les projections relatives à la population future ont été calculées en utilisant les taux d'augmentation de la population obtenus à partir de la base de données sur [www.imf.org/external/ns/cs.aspx?id=28](http://www.imf.org/external/ns/cs.aspx?id=28)
- **Inégalité, G** : Comme dans le modèle, nous avons utilisé un coefficient de Gini des revenus (sur une échelle de 0 à 1) pour exprimer l'inégalité. Notre source était la Standardized World

Income Inequality Database, produite par Frederick Solt (sur [www.siuc.edu/~fsolt/swiid/swiid.html](http://www.siuc.edu/~fsolt/swiid/swiid.html)). La croissance passée de l'inégalité sur des périodes de dix ans a été calculée comme un taux annuel d'augmentation composé.

## Hypothèses

Outre l'hypothèse (indiquée ci-dessus) selon laquelle le PIB par habitant et l'augmentation du PIB par habitant peuvent servir de valeurs de substitution pour les revenus moyens et la croissance des revenus moyens, nous avons fait d'autres hypothèses, comme suit :

- La croissance réelle du PIB au cours des 10 années à venir sera au taux projeté par le FMI dans son World Economic Outlook jusqu'en 2016 (dernière année des projections). Pour la période de 2017 à 2020, le taux est projeté comme la moyenne du taux pour la période 2014-2016.
- La croissance démographique au cours des 10 années à venir sera au taux projeté par le FMI dans le World Economic Outlook, basé sur des statistiques nationales, jusqu'en 2016. Pour le Mexique et l'Afrique du Sud, il s'agit d'un taux identique, dont nous avons supposé qu'il se poursuivrait jusqu'en 2020. Pour le Brésil, il s'agit d'un taux en ralentissement, et il n'existe des projections que jusqu'en 2014 ; nous avons supposé que le taux de 2014 se poursuivra ensuite jusqu'en 2020.
- Dans certains cas, lorsqu'il n'y avait pas de données disponibles sur le coefficient de Gini de revenu ou sur le PIB pour 2010 (ou 2009), nous avons projeté le niveau pour l'année (ou les années) manquante(s), en supposant que le taux (annuel composé) de croissance pour les dix années précédentes était toujours valide.

## Scénarios relatifs à l'inégalité

Nous avons testé divers scénarios pour l'évolution de l'inégalité, telle que mesurée par le coefficient de Gini de revenu :

- **Aucun changement** : L'inégalité reste au même niveau de 2010 à 2020.
- **Tendance actuelle** : L'inégalité continue à augmenter ou à diminuer au taux moyen observé au cours des 10 dernières années pour lesquelles il existe des données (taux de croissance annuel composé).
- **L'inégalité s'accroît au taux indonésien** : L'inégalité augmente au taux observé en Indonésie entre 1999 et 2009 (0,017).
- **L'inégalité diminue au taux brésilien/mexicain** : L'inégalité chute au taux observé au Brésil entre 1999 et 2009 (-0,009) ou au Mexique entre 1998 et 2008 (-0,005).
- **L'inégalité diminue de 5 ou 10 pour cent** : Nous avons d'abord calculé le taux de changement d'inégalité (taux annuel d'augmentation composé du coefficient de Gini) qui serait impliqué par le Gini cible final, soit 5 soit 10 pour cent de moins que le point de départ. Nous avons ensuite employé ce taux dans le modèle.

## Projections

Pour chaque pays, nous avons produit un ensemble de projections pour 2020, basées sur les différents scénarios d'inégalité, y compris : le taux de pauvreté, le nombre de personnes en situation de pauvreté, la diminution (ou augmentation) du nombre de personnes en situation de pauvreté durant la période 2010-2020, cette diminution (ou augmentation) comme pourcentage du nombre total en 2010, et le changement du pourcentage du niveau de pauvreté entre 2010 et 2020.

### *Note sur l'Afrique du Sud*

Pour l'Afrique du Sud, les données relatives à l'inégalité n'étaient disponibles que jusqu'en 2005, et elles se situaient d'ores et déjà à un niveau très élevé à ce stade. Nous avons donc préparé deux ensembles de projections : un ensemble standard dans lequel nous avons projeté l'inégalité jusqu'en 2010, sur la base de l'augmentation au taux observé entre 1995 et 2005, et avons utilisé ce niveau comme point de départ ; et également un scénario plus modeste dans lequel l'inégalité reste inchangée de 2005 à 2010.

# Notes

- <sup>1</sup> Oxfam (2011) 'Land and Power', Oxford: Oxfam.
- <sup>2</sup> Basé sur le PIB mondial par habitant en prix constants ; Base de données des indicateurs du développement de la Banque mondiale (1970–2010).
- <sup>3</sup> A. Sumner (2010) 'Global poverty and the new bottom billion: what if three-quarters of the world's poor live in middle income countries?', Institute of Development Studies Working Paper 2010(349)
- <sup>4</sup> Global Footprint Network (2011) 'Overshoot trends', [http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/overshoot\\_trends](http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/overshoot_trends) (Les calculs relatifs au G20 se basent sur les données supplémentaires fournies par le Global Footprint Network.)
- <sup>5</sup> Banque asiatique de développement (BAsD) (2011) 'Asia 2050: Realising the Asian Century', Manille : BAsD.
- <sup>6</sup> La Déclaration des leaders du Sommet du G20 de Séoul, disponible sur [http://www.g20.org/Documents2010/11/seoulsummit\\_declaration.pdf](http://www.g20.org/Documents2010/11/seoulsummit_declaration.pdf)
- <sup>7</sup> [Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes \(CEPALC\) \(2010\) 'Time for Equality: Closing gaps, opening trails'](http://www.cepal.org/fr/publications/2010/1/S1000173), Santiago : CEPALC.
- <sup>8</sup> <http://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.IN>
- <sup>9</sup> The Marmot Review (2010) 'Fair Society, Healthy Lives', Londres : Marmot Review.
- <sup>10</sup> Voir, par exemple, Wilkinson et Pickett (2010), 'The Spirit Level: why equality is better for everyone', Penguin Books : Londres
- <sup>11</sup> Analyse d'Oxfam ; les taux d'homicide volontaire proviennent de la Base de données des Indicateurs du développement humain <http://hdrstats.undp.org/en/tables/default.html> et l'inégalité après les taxes et les transferts de la nouvelle base de données SOLT F. Solt (2010) 'The Standardized World Income Inequality Database,' [http://hdl.handle.net/1902.1/11992\\_Version\\_3.0](http://hdl.handle.net/1902.1/11992_Version_3.0).
- <sup>12</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2010) 'Regional Human Development Report for Latin American et the Caribbean', New York : PNUD. PNUD (2010) 'Acting in the future: breaking the intergenerational transmission of inequality', New York : PNUD.
- <sup>13</sup> Ralph Miliband Lectures on Inequality (15 février 2005) London School of Economics.
- <sup>14</sup> M. Ravallion (2010), 'Fighting Poverty: Findings and Lessons from China's Success', World Bank and accompanying analysis, <http://econ.worldbank.org/external/default/main?theSitePK=477894&contentMDK=20634060&menuPK=546584&pagePK=64168182&piPK=64168060&encoded>
- <sup>15</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2010) « Rapport sur le développement humain 2010 – La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain », New York : PNUD.
- <sup>16</sup> Le pourcentage de la population en dessous du seuil national de pauvreté a diminué de 41,9 pour cent à 21,4 pour cent. <http://data.worldbank.org>
- <sup>17</sup> Le pourcentage de la population en dessous du seuil national de pauvreté a augmenté de 42,7 pour cent en 1997 à 44,5 pour cent en 2006, atteignant un maximum de 54,8 pour cent en 2001. <http://data.worldbank.org>
- <sup>18</sup> Bourguignon F (2002) *The Growth Elasticity of Poverty Reduction: explaining heterogeneity across countries and time periods*, Delta Working Papers 2002-2003, Paris : Delta (ENS)
- <sup>19</sup> Pour une explication plus détaillée, voir F. Bourguignon (2003) 'The Growth Elasticity of Poverty Reduction: explaining heterogeneity across countries and time periods', Washington DC : Banque mondiale.
- <sup>20</sup> Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) (2010) 'Combating Poverty and Inequality', Genève : UNRISD.
- <sup>21</sup> <http://web.usal.es/~bustillo/RavallionPPGPrimer.pdf>
- <sup>22</sup> Bourguignon, F. (2004), 'The Poverty-Growth-Inequality Triangle'. Paper presented at the Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, 4 février.
- <sup>23</sup> F Ferreira et M Ravallion (2008) 'Global poverty et inequality: a review of the evidence', Washington DC : Banque mondiale.
- <sup>24</sup> Représenté par un coefficient de Gini de 0,2, niveau que de nombreux pays de l'Europe de l'Est présentaient dans les années 1980 et que les pays du Nord présentent actuellement.
- <sup>25</sup> Représenté par un coefficient de Gini de 0,6, soit environ le niveau de l'Angola.
- <sup>26</sup> Représenté par un coefficient de Gini de 0,4, soit environ le niveau de l'Ouganda ou de Singapour.
- <sup>27</sup> Ferreira F. et M. Ravallion (2008) 'Global poverty and inequality: a review of the evidence', Washington DC : Banque mondiale.
- <sup>28</sup> Exemple cité dans Bourguignon F (2004) 'The Poverty-Growth-Inequality Triangle', document présenté à l'Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, le 4 février 2004
- <sup>29</sup> Bourguignon F (2004) 'The Poverty-Growth-Inequality Triangle', document présenté à l'Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, le 4 février 2004

- 30 P. ex. Deininger K et L. Squire (1998) 'New ways of looking at old issues: inequality et growth', *Journal of Development Economics* 57(2):259-287 ; Alesina A. et D. Rodrik (1994) 'Distributive Politics et Economic Growth', *The Quarterly Journal of Economics* 109(2):465-90 ; Benabou R. (1996) 'Inequality et Growth' Working Papers 96-22, C.V. Starr Center for Applied Economics, New York : New York University ; Banerjee A. et E. Duflo (2003) 'Inequality et Growth: what can the data say?', NBER Working Papers, Cambridge : NBER
- 31 Voir, par exemple, T. Persson et G. Tabellini (1994) 'Is Inequality Harmful for Growth?', *American Economic Review* 84(3): 600-621 ; A. Alesina et D. Rodrik (1994) 'Distributive Politics et Economic Growth', *The Quarterly Journal of Economics* 109(2 ):465-90
- 32 Banque asiatique de développement (BAsD) (2011), 'Asia 2050: Realising the Asian Century', Manille : BAsD.
- 33 Ces arguments ont été présentés dans les années 1960 et 1970 par des économistes comme Nicholas Kaldor et Michal Kalecki.
- 34 E. Stuart (2011) 'Making Growth Inclusive', Oxford : Oxfam.
- 35 Lopez, J.H et G. Perry (2008). *Inequality in Latin America: Determinants and Consequences*, Washington DC : Banque mondiale
- 36 Lopez, J.H et G. Perry (2008). *Inequality in Latin America: Determinants and Consequences*, Washington DC : Banque mondiale
- 37 World Bank (2001) 'Engendering development through gender equality in rights, resources and voice', Washington DC: Banque mondiale.
- 38 Banque asiatique de développement (BAsD) (2011) 'Asia 2050: Realising the Asian Century', Manille : BAsD.
- 39 Engerman S. et K. Sokoloff (2002) *Factor endowments, inequality, and paths of development among new world economies*, Cambridge : NBER
- 40 Yashar D (1997) *Demanding democracy: reaction and reform in Costa Rica and Guatemala*, Stanford University Press
- 41 Rodrik D.,A. Subramanian, et F. Trebbi (2002), 'Institutions Rule: the Primacy of Institutions Over Geography et Integration in Economic Development', Cambridge: NBER; Rodrik, D (2003) 'Institutions for High Quality Growth: What they are et how to acquire them', Cambridge : NBER
- 42 F. Ferreira et M. Ravallion (2008) 'Global poverty and inequality: a review of the evidence', Washington DC: Banque mondiale.
- 43 M. Kumhof et R. Ranciere (2010) 'Inequality, Leverage and Crises', Washington DC : FMI.
- 44 A. Berg et D. Ostry (2011) 'Warning! Inequality May Be Hazardous to Your Growth', <http://blog-imfdirect.imf.org/2011/04/08/inequality-and-growth>
- 45 Selon le scénario de base de l'OCDE, le PIB mondial devrait croître selon les projections (en termes PPP ajustés) à un taux annuel moyen de 3,5 pour cent, pour aboutir à une multiplication par quatre de l'économie mondiale d'ici à 2050. Voir Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2008) 'Climate Change Mitigation: what do we do?' Paris : OCDE.
- 46 Base de données du Global Footprint Network (2011) (non publié)
- 47 Programme alimentaire mondial 'Who are the hungry?' <http://www.wfp.org/hunger/who-are> - consulté le 15 octobre 2011
- 48 A. Brody, J. Demetriades et E. Esplen (2008) 'Gender and Climate Change: mapping the linkages'. Sussex : Institute of Development Studies.
- 49 Tyndall Centre for Climate Change Research (2010) 'Four degrees and beyond', Londres : Royal Society.
- 50 Oxfam (2011) « Terres et pouvoirs », Oxford : Oxfam.
- 51 F. Solt (2010) 'The Standardized World Income Inequality Database,' <http://hdl.handle.net/1902.1/11992> Version 3.0
- 52 <http://data.worldbank.org>
- 53 G.A. Cornia (2010) 'Income Distribution under Latin America's New Left Regimes', *Journal of Human Development and Capabilities* Volume 11
- 54 D. Hailu et S. Soares (2009) 'What Explains the Decline in Brazil's Inequality?' Brasilia: International Policy Centre for Inclusive Growth.
- 55 CEPALC (2010), 'Time for Equality: Closing gaps, opening trails', Santiago ; CEPALC.
- 56 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2010) 'Regional Human Development Report for Latin American et the Caribbean', New York : PNUD. PNUD (2010) 'Acting in the future: breaking the intergenerational transmission of inequality', New York : PNUD.
- 57 G.A. Cornia (2010) 'Income Distribution under Latin America's New Left Regimes', *Journal of Human Development et Capabilities*: 11(1): 85-114
- 58 High Pay Commission (2011) *More for Less: what has happened to pay at the top and does it matter?* Londres : High Pay Commission
- 59 Wolff E (2010) 'Recent Trends in Household Wealth in the United States: Rising Debt and the Middle-Class Squeeze—an Update to 2007', Levy Economics Institute of Bard College
- 60 UNRISD (2010) 'Combating Poverty and Inequality', Genève : UNRISD.



- 61 Notre échantillon englobe tous les pays qui étaient classés par la Banque mondiale comme pays à faible revenu en septembre 2011 et pour lesquels il y a actuellement des données disponibles.
- 62 Notre échantillon englobe tous les pays qui étaient classés par la Banque mondiale comme pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en septembre 2011 et pour lesquels il y a actuellement des données disponibles.
- 63 <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do>
- 64 PIB par habitant, dollars PPP 2005 constants, moyenne 2005–7. Empreinte écologique liée à la production par habitant, moyenne 2005–7. La ligne des pays à revenu élevé provient des classifications de pays de la Banque mondiale. La ligne de biocapacité mondiale par personne de 1,8 hag se base sur une part égale par habitant de la biocapacité de la planète au sein de la population mondiale.
- 65 Voir encadré 1, page 16 pour une explication des hectares globaux.
- 66 G. Peters, J. Minx, C. Weber, et O. Edenhofer (2011) 'Growth in emissions transfers via international trade from 1990 to 2008', <http://www.pnas.org/content/early/2011/04/19/1006388108.full.pdf>. Les pays développés sont les pays visés à l'Annexe B qui se sont engagés à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> au titre du protocole de Kyoto, y compris les États-Unis.
- 67 S. Kartha et P. Erickson (2011) 'Comparison of Annex I and non-Annex I pledges under the Cancun Agreements', Working Paper WP-US-1107, Sommerville: Stockholm Environment Institute. Disponible sur <http://sei-international.org/mediamanager/documents/Publications/Climate/sei-workingpaperus-1107.pdf>
- 68 A. Fosu (2008) 'Inequality et the impact of growth on poverty: comparative evidence for sub-Saharan Africa', Helsinki : UN-WIDER.
- 69 Bourguignon F (2002) *The Growth Elasticity of Poverty Reduction: explaining heterogeneity across countries and time periods*, Delta Working Papers 2002-2003, Paris : Delta (ENS)
- 70 Taux projetés contre réels de changement des taux de pauvreté (taux de croissance annuelle composés) comme suit : Brésil : projeté -10,3%, réel -10,2% ; Indonésie : projeté -7,9%, réel -8,9% ; Mexique projeté -8,1%, réel -11,1% ; Afrique du Sud : projeté 0,0%, réel -1,2%.
- 71 Il est à noter que ces projections n'estiment pas les niveaux futurs de pauvreté, mais indiquent plutôt l'échelle probable de la différence entraînée par les changements sur le plan de l'inégalité.
- 72 Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, disponible sur <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>
- 73 F. Solt (2010) 'The Standardized World Income Inequality Database', <http://hdl.handle.net/1902.1/11992> Version 3.0
- 74 En 2005 le Mexique s'est fixé le but de réduire la pauvreté, en tenant compte de l'ampleur de la pauvreté alimentaire, en basant les mesures du bien-être à des niveaux contextuels (pour les populations rurales et urbaines), qui sont bien entendu plus élevés que ce seuil de pauvreté extrême. Par rapport à ces buts, le Mexique a reculé au cours des 4 à 6 dernières années.
- 75 Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, disponible sur <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>
- 76 Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, disponible sur <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>
- 77 F. Solt (2010) 'The Standardized World Income Inequality Database', <http://hdl.handle.net/1902.1/11992> Version 3.0
- 78 Le FMI suggère des taux de croissance du PIB réel qui s'élèvent à quatre pour cent par an en moyenne. Nous avons conjugué ce chiffre aux taux de croissance démographique pour obtenir un chiffre par habitant.
- 79 Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, disponible sur <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>
- 80 Il s'agit du taux projeté pour 2011 et 2012, étendu à 2020 aux fins de l'illustration.
- 81 F. Solt (2010) 'The Standardized World Income Inequality Database', <http://hdl.handle.net/1902.1/11992> Version 3.0
- 82 Himanshu (2011) 'Employment trends in India: a re-examination', *Economic et Political Weekly* 46(37)
- 83 Banque mondiale (2011) « Rapport sur le développement dans le monde » Washington DC ; Banque mondiale.
- 84 Voir p. ex. E King et A Hill (1993) *Women's education in developing countries: barriers, benefits and policies*, Washington DC : Banque mondiale et Johns Hopkins University Press
- 85 M. Ravallion (2009) 'A Comparative Perspective on Poverty Reduction in Brazil, China and India', Washington DC : Banque mondiale.
- 86 Banque asiatique de développement (BAsD) (2011) 'Asia 2050: Realising the Asian Century', Manille : BAsD.
- 87 Banque asiatique de développement (BAsD) (2011) 'Asia 2050: Realising the Asian Century', Manille : BAsD.
- 88 E. Stuart (2011) 'Making Growth Inclusive', Oxford : Oxfam.
- 89 [Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes \(CEPALC\) \(2010\) 'Time for Equality: Closing gaps, opening trails'](#), Santiago : CEPALC.
- 90 Netsanet WW (2010) 'Investing in Health for Africa - The case for Strengthening Systems for Better Health Outcomes', Harmonisation for Health in Africa Steering Group

- 
- <sup>91</sup> Oxfam (2009) 'Blind Optimism: challenging the myths about private healthcare in poor countries', Oxford : Oxfam; the *Economist* (2011) 'Healthcare in Brazil: an injection of reality', 30 juillet.
- <sup>92</sup> E. Stuart (2011) 'Making Growth Inclusive', Oxford : Oxfam.
- <sup>93</sup> UNEP, Frankfurt School of Finance (2011) 'Global Trends in Renewable Energy Investment 2011,' <http://www.fs-unep-centre.org/publications/global-trends-renewable-energy-investment-2011> (dernière visite le 3 janvier 2012)
- <sup>94</sup> Greg Barker (2011) 'UK can learn from Germany's feed-in tariff lessons', *the Guardian*, 21 March, <http://www.guardian.co.uk/environment/2011/mar/21/germany-feed-in-tariff> (dernière visite le 3 janvier 2012)
- <sup>95</sup> Oxfam (2011) 'Growing a better future: Food justice in a resource-constrained world,' p 60, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/growing-a-better-future-food-justice-in-a-resource-constrained-world-132373> (dernière visite le 3 janvier 2012)
- <sup>96</sup> 'Brazil Amazon deforestation 'at lowest level in years', (2011) *BBC News*, 6 December, <http://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-16048503> (dernière visite le 3 janvier 2012)
- <sup>97</sup> Fosu A (2008) *Inequality et the impact of growth on poverty: comparative evidence for sub-Saharan Africa*, Helsinki : UN-WIDER
- <sup>98</sup> Bourguignon F (2002) *The Growth Elasticity of Poverty Reduction: explaining heterogeneity across countries and time periods*, Delta Working Papers 2002-2003, Paris : Delta (ENS)
- <sup>99</sup> Bourguignon F et C Morrisson (2002) "Inequality among World Citizens: 1820–1992." *American Economic Review*, 92(4) : 727–44

© Oxfam International Janvier 2012

Ce rapport a été écrit par Richard Gower, Caroline Pearce et Kate Raworth. Oxfam tient à remercier Richard King, Antonio Hill, Caroline Green, Eduardo Caceres, Max Lawson et le D<sup>r</sup> Paul Segal de leur concours dans le cadre de sa production. Il fait partie d'une série de rapports écrits en vue de contribuer au débat public sur des questions de politique générale en matière de développement et d'assistance humanitaire.

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais le texte peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation de l'impact. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être obtenue et des frais peuvent être demandés. E-mail [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un e-mail à : [research@oxfam.org.uk](mailto:research@oxfam.org.uk)

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78077-037-6 en Janvier 2012. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 15 organisations qui travaillent ensemble dans 98 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)),  
Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)),  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)),  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)),  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)),  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)),  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)),  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)),  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org)),  
Intermon Oxfam (Espagne) ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)),  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)),  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org)),  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)),  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)),  
Oxfam-Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam, sont engagées en vue d'une affiliation complète :

Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

N'hésitez pas à écrire aux organisations répertoriées ci-dessus pour toute information complémentaire, ou rendez-vous sur [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)  
E-mail : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)